



AUTOMOBILE :

Les concessionnaires toujours dans l'attente du nouveau

page 3

ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles -

Mardi 12 Juillet 2022

- Prix : 15 DA Tirage 2000

NOUVELLE IMPULSION AUX RELATIONS BILATERALES :

Rencontre entre M. Beldjoud et son homologue à la frontière Algero-Tunisienne

page 3



Actualité



L'ambassade d'Algérie à Mascate célèbre le 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale

page 2

SOIXANTENAIRE DE L'INDEPENDANCE:
L'ambassade d'Algérie au Pakistan organise une cérémonie en l'honneur de la communauté algérienne

2

DECHETS:
Un système de tri sélectif dans 3 wilayas pilotes prochainement

3

Vers la création d'une plateforme de coordination entre les entreprises et les institutions financières

p3

UNE NOUVELLE IMPULSION AUX RELATIONS BILATERALES :

Rencontre entre M. Beldjoud et son homologue à la frontière Algero-Tunisienne

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a rencontré lundi à El Tarf son homologue tunisien Tawfik Charafeddine, dans le cadre des préparatifs en cours pour rouvrir les frontières terrestres entre les deux pays aux voyageurs à compter du 15 juillet courant. La rencontre s'est déroulée au poste frontalier d'Oum Tboul où le point a été fait sur les préparatifs relatifs à la réouverture des frontières terrestres entre l'Algérie et la Tunisie en application de la décision commune du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue tunisien, Kaïs Saïed, de rouvrir les frontières terrestres entre les deux pays, à la mi-juillet. La rencontre a eu lieu en présence des walis des wilayas frontalières avec la Tunisie, à savoir El Tarf, Tébessa, Souk Ahras et El Oued, ainsi que du Directeur général des douanes algériennes, Nouredine Khaldi. Le président Tebboune avait annoncé la semaine passée la décision commune avec son homologue tunisien de rouvrir les frontières aux mouvements des voitures et des personnes avec le pays frère, la Tunisie, à compter du 15 juillet en cours. Les frontières algéro-tunisiennes étaient jusque-là ouvertes au seul mouvement de transport des marchandises.

Soixantenaire de l'indépendance: l'ambassade d'Algérie au Pakistan organise une cérémonie en l'honneur de la communauté algérienne

L'ambassade d'Algérie à Islamabad a organisé, à l'occasion du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, une cérémonie en l'honneur de la communauté algérienne établie au Pakistan. Dans une allocution prononcée à l'occasion, l'ambassadeur d'Algérie à Islamabad, Brahim Remani a mis en avant "l'importance et les dimensions de cet événement historique, passant en revue les grands axes stratégiques de la nouvelle Algérie, aux plans interne et externe, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, depuis 2019". Rappelant "les bonnes relations historiques liant l'Algérie et le Pakistan, un des premiers pays à soutenir notre glorieuse révolution, à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en 1958 et à tisser des liens diplomatiques avec notre pays en octobre 1963", le diplomate algérien a indiqué que les deux pays frères "célébreront, l'année prochaine, le 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques prometteuses avec davantage de coopération fructueuse et de progrès". De surcroît, M. Remani a publié un article de presse intitulé "L'Algérie, une histoire glorieuse et une nouvelle ère" en anglais, dans le quotidien "Pakistan Observer" et en ourdou dans un quotidien local "Khabarine", dans lequel il a mis en valeur "les atouts économiques de l'Algérie, son importance géostratégique, ainsi que les orientations politiques sur le plan interne, en matière de développement inclusif, et sur le plan extérieur, en termes d'élargissement et d'établissement de liens d'amitié, de coopération et de partenariat avec différents pays".



L'ambassade d'Algérie à Mascate célèbre le 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale



L'ambassade d'Algérie à Mascate (Sultanat d'Oman) a célébré le 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale en présence de membres de la communauté algérienne et avec la participation des frères omanais, a indiqué un communiqué de l'ambassade. L'ambassadeur d'Algérie à Mascate, Filali Ghouini, a présidé une cérémonie organisée au siège de l'ambassade à l'occasion du 60e anniver-

saire du recouvrement de la souveraineté nationale, ainsi qu'une réception à laquelle ont assisté une délégation du ministère omanais des Affaires étrangères et les représentants du corps diplomatique accrédité au Sultanat, a précisé le communiqué dont l'APS a obtenu une copie. A cette occasion, un hommage a été rendu à la martyre palestinienne, Shireen Abu Aqleh, une conférence sur "L'imprescriptibilité des

crimes coloniaux" et une autre sur "Le diptyque Histoire-Jeunesse à l'occasion de la fête de l'indépendance" ont été animées et un film sur le parcours héroïque du colonel Lotfi a été projeté. "L'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet, a couronné la lutte acharnée et les immenses sacrifices d'un peuple qui s'est soulevé contre l'occupation et qui a refusé de se soumettre à l'occupant, arrachant sa liberté au prix de millions de chouchada", a déclaré M. Ghouini lors de la cérémonie, soulignant que la Révolution algérienne avait "inspiré de nombreux mouvements de libération à travers le monde".

Et d'ajouter que la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie cette année "renforcera l'attachement des Algériens et des Algériennes à la mémoire nationale, à travers les importantes activités prévues à tous les niveaux et concernant tous les pans de la société, et consolidera le lien entre les générations de l'indépendance et l'honorable histoire de leur patrie pour qu'elles demeurent fidèles au message des chouchada".

Le diplomate algérien a, par ailleurs, affirmé que "les relations omano-algériennes, régies par des accords et des traités de coopération, reflètent les liens de fraternité qui unissent les dirigeants des deux pays".

60E ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE : Yahia Fares, le médecin martyr de la wilaya IV historique

Le martyr Yahia Fares, médecin militaire au sein de la wilaya IV historique, fait partie de cette élite qui a choisi, durant la guerre de libération nationale, le sacrifice suprême à la gloire, la renommée et les privilèges de la fonction, affirme le moudjahid Fouad Chaouati, ancien officier dans cette même wilaya historique. "Yahia Fares a suivi le chemin emprunté, avant lui, par d'autres médecins algériens qui travaillaient dans des hôpitaux français ou possédaient leurs cliniques, vivaient confortablement, mais qui ont tout abandonné pour soutenir leurs frères d'arme. Il a renoncé au confort que lui procurait son métier et à son rang social pour être au plus près de la population, proche de ses souffrances, et la servir au mieux", a souligné le moudjahid Chaouati. A l'instar de Mohamed Lamine Debaghine, Lamine Khène, Benyoucef Benkhedda, Benaouda Benzerdjab et Lakhdar Abdelsalam, des médecins à la réputation établie, Yahia Fares a "troqué sa blouse blanche contre l'uniforme de l'Armée de libération nationale (ALN) pour soigner les combattants blessés et aider les populations civiles opprimées", a-t-il dit. Yahia Fares, de son vrai nom Benmokrane Benmouloud, subit dès son jeune âge l'influence de son père qui exerçait comme infirmier dans la ville de Medjana, à Bordj-Bou-Arreidj. C'est auprès de lui qu'il découvre la noblesse de ce métier et décide de suivre les pas de son père, affirme le docteur Moussa Hissam, doyen de la faculté des sciences humaines et sociales de l'université Yahia Fares de Médéa. Après avoir décroché son baccalauréat à Constantine, Yahia Fares part en France pour poursuivre des études de médecine à l'université de Montpellier (Sud de la France) où il passe quelques années, mais se voit contraint d'abandonner ce rêve, après le déclenchement de la guerre de libération, poursuit le docteur Hissam. Formé à l'école des Scouts musulmans algériens, pépinière du mouvement national, Yahia Fares est resté fidèle à l'idéal de s'affranchir du joug colonial, malgré son éloignement du pays, note cet universitaire, rappelant que son attachement à la cause nationale le pousse à intégrer les rangs de la Fédération de France du FLN où il continua à militer, en secret, en faveur de l'indépendance du pays. En 1957, il décida de mettre un terme à ses études et de rentrer en Algérie pour participer au combat libérateur. Il rejoint la base de la frontière ouest de l'ALN, avant de se retrouver dans les maquis de la wilaya V (5) historique, explique le docteur Hissam. Après un bref séjour sans cette wilaya historique, Yahia Fares se déplace vers les maquis de la wilaya IV historique où il va s'installer définitivement jusqu'à sa mort, le 11 juillet 1960. Désigné, à son arrivée médecin militaire responsable du staff médical opérationnel dans les maquis de la wilaya IV (4) historique, le docteur Yahia Fares est nommé, peu de temps après, inspecteur général du secteur sanitaire de la dite wilaya, ajoute cet universitaire. Le docteur Yahia Fares supervisait plus d'une vingtaine de centres de santé et d'infirmiers disséminés à travers le territoire de la wilaya IV historique, et pouvait compter dans cette mission sur l'appui de plusieurs médecins et d'infirmiers et infirmières qui avaient fait leurs preuves sur le terrain. Le moudjahid Fouad Chaouati relève, à ce sujet, que les blessés graves et les brûlés au Napalm étaient pris en charge directement par le docteur Yahia Fares qui, en dépit du peu de moyens médicaux dont il disposait, opérait sur place ces blessés et réussissait à sauver nombre d'entre eux. En sus de son dévouement total pour ses compatriotes blessés pendant la guerre contre le colonialisme français, Yahia Fares assura la formation de l'encadrement médical de la wilaya IV historique, ajoute le moudjahid, affirmant que l'un des grands mérites de ce martyr est d'avoir mis en place un centre de formation paramédical au sein des maquis pour former des infirmiers qui vont être affectés, par la suite, dans les différentes zones de combat. C'est après avoir été blessé lors d'un accrochage avec les troupes coloniales que Yahia Fares fut incarcéré au centre de détention de Damiette où il subit d'atroces sévices physiques pour le forcer à dénoncer ses compagnons et livrer à l'ennemi des informations sur la localisation des troupes de l'ALN et l'endroit où se trouve le commandement de la wilaya IV historique. Le quartier de Damiette, à la périphérie de Médéa, est la dernière "escale" du martyr Yahia Fares, dont la voix fut étouffée à jamais, il y a 62 ans, jour pour jour, le 11 juillet 1960, dans les geôles du tristement célèbre centre colonial de détention érigé dans ce quartier. Ses tortionnaires n'obtiennent rien de lui, malgré leur acharnement et leur cruauté. Le supplicé préfère mourir en martyr que de trahir ses compagnons d'armes. Il meurt sous la torture, peu de temps après son incarcération, comme nombre de combattants et de civils qui ont transité par ce centre de détention, relève le moudjahid Chaouati.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abdelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar -
Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.net
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

BIENS MAL ACQUIS :
43 demandes d'enquête adressées à la justice française

Le sujet du recouvrement de biens mal acquis détenus par d'anciens responsables algériens dans des pays étrangers, notamment en France, suscite souvent des débats et discussions en Algérie. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé à récupérer ces biens mal acquis par des anciens responsables algériens. Dans le cadre des efforts déployés pour la récupération d'au moins une partie de ce patrimoine, 43 demandes de commissions rogatoires pour le recouvrement de bien mal acquis qui se trouvent en France ont été introduites auprès de la justice française, rapporte le lundi 11 juillet 2022 le quotidien El Watan citant des sources proches du dossier. Parmi ces 43 affaires, « une dizaine de demandes ont été traitées en exécution d'une commission rogatoire internationale », indique le même média, qui précise, à propos de cette procédure, que « cela date d'une année ».

PROJET DE
CENTRALE ELECTRIQUE
D'AIN OUSSERA :
Les Travaux restants confiés à une main d'œuvre algérienne

Le président-directeur général (Pdg) du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a indiqué que les travaux restants du projet de la centrale électrique d'Ain Oussera (100 km au nord de Djelfa), ont été confiés à une société nationale et que le parachèvement de sa réalisation se fera avec des compétences purement algériennes. Après avoir écouté une explication détaillée des phases de la concrétisation de ce projet «de qualité» qui a accusé un retard dans la réalisation, en raison de l'abandon par l'entrepreneur chargé du projet des travaux durant deux années entières du fait de conjonctures financières propres à lui, M. Adjal a affirmé qu'« une réunion a été organisée dernièrement avec ce contractant qui s'est vu offert la chance de se lancer dans le parachèvement des travaux, mais sans succès, et ce, en raison de ses conjonctures financières ». Le même responsable a ajouté, en outre, que des mesures ont été prises à l'effet de parachever les travaux restants avec des compétences algériennes, en les confiant à la Société de réalisation des infrastructures énergétiques et industrielles (Inerkib) spécialisée dans le génie civil et dans le montage des centrales, d'autant plus qu'il est prévu qu'elle réceptionne le projet fin 2024. Le Pdg du Groupe Sonelgaz estimé que cette centrale, dont la capacité de production s'élève à 1.262 mégawatt, se veut «un grand acquis» pour la wilaya de Djelfa, au vu de ce dont elle dispose comme «équipements modernes qui diffèrent des centrales classiques, notamment en recourant à la réduction de l'utilisation du gaz». A l'entrée de cette centrale dans la phase de production, poursuit M. Adjal, «elle sera à l'instar des autres centrales réalisées à travers un nombre de wilayas du pays, un soutien fort pour le réseau national d'électricité, de même qu'elle contribuera au développement de l'économie nationale et à l'augmentation des exportations de l'Algérie en électricité qui évoluera dans les meilleurs délais, dans le contexte de la démarche d'exportation vers l'Italie, qui est un projet en cours d'étude». La fiche technique du projet de la centrale supervisé par la Société nationale de production de l'électricité, indique l'enveloppe allouée à sa réalisation avoisine 93 milliards de DA et que son projet a été confié initialement à trois entreprises de réalisation.

DECHETS:

Un système de tri sélectif dans 3 wilayas pilotes prochainement



L'Agence nationale des déchets (AND) a annoncé, lundi, la mise en application prochainement du système de tri sélectif des déchets au niveau des grands quartiers dans trois wilayas pilotes, avant sa généralisation progressive aux autres wilayas du pays. La directrice de la gestion intégrée des déchets à l'AND, Mme Fatma-Zohra Barça, a affirmé que le système de tri sélectif des déchets sera prochainement mis en application dans les wilayas d'Alger, Boumerdes et Oran dans le but de faciliter le recyclage des déchets. La généralisation

de cette opération aux autres wilayas se fera "progressivement", car sa réalisation nécessite des moyens matériels, financiers et logistiques "importants", a-t-elle ajouté. Mme Barça a mis en avant le rôle "important" de la société civile dans la concrétisation du système de tri sélectif, notamment à travers les opérations de sensibilisation menées de concert avec l'AND. Le système de tri permet d'optimiser les opérations de valorisation des déchets, notamment celles menées par les entreprises spécialisées dans le recyclage, a souligné

la même responsable, rappelant que l'Algérie produit plus de 13 millions de tonnes de déchets ménagers, dont 30% seulement sont recyclables. Selon Mme Barça, 9,83% seulement sur 30% d'ordures ménagères recyclables sont valorisés, soulignant que l'objectif tracé par le secteur de l'environnement étant la valorisation de 30% d'ordures ménagères, 80% de déchets dangereux et 50% de déchets inertes à l'horizon 2035. La même responsable a expliqué que le bénéfice financier de la valorisation des déchets,

en cas d'exploitation de toutes les capacités à 100%, s'élevait à près de 150 milliards de DA par an. Elle a indiqué que l'AND s'attèle actuellement à l'élaboration d'études sur le recyclage des déchets "dangereux" au profit des investisseurs, et ce, afin de les encourager à se lancer dans cette expérience, d'autant que la majorité d'entre eux s'orientent vers la valorisation des déchets non dangereux. L'Algérie compte au total 14.000 sociétés activant dans le domaine du recyclage et de la valorisation des déchets, selon le même responsable.

Vers la création d'une plateforme de coordination entre les entreprises et les institutions financières

Le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), Abdelouahab Ziani, annoncé qu'une proposition pour la création d'une plateforme de discussion entre les entreprises et les institutions financières, sera faite par la CIPA, lors de la réunion de la coordination nationale du patronat (CNP), qui se tiendra la semaine prochaine, rapporte la Radio nationale. Intervenant ce lundi 11 juillet sur les ondes de la radio chaîne 3, M.

Ziani estime que c'est un outil qui permettra à nos entreprises de gagner beaucoup de temps dans leurs démarches administratives. C'est avec cette manière d'agir que pourra mettre fin à la bureaucratie, a-t-il ajouté. «Notre économie est entrain de remonter un peu, et si cette digitalisation s'installe, je pense qu'on pourra aller très loin», estime l'intervenant. Pour lui, le climat des affaires va s'améliorer avec le nouveau code de l'investisse-

ment, mais il existe encore des lois qui bloquent l'industrie algérienne et justement la construction et la rapidité. «il va falloir mettre des dates limites de réponse dans chaque chose», a-t-il expliqué. Évoquant la digitalisation, M. Ziani explique que «nos entreprises doivent trouver toutes les informations dont elles ont besoin, à savoir les lois, les décret et les autorisations dans la digitalisation», en proposant d'«unifier nos institutions pour aller très vite».

AUTOMOBILE :

Les concessionnaires toujours dans l'attente du nouveau

Le dossier de l'importation des véhicules et du montage automobile en Algérie ne connaît toujours pas d'issue. Après plusieurs promesses officielles sur le déblocage de la situation, les concessionnaires attendent la publication du cahier des charges régissant cette activité, pendant ce temps les prix des véhicules neufs et d'occasion sur le marché national flamboyent. Face à cette situation qui perdure depuis plus de 3 ans, le Groupement des concessionnaires automobiles d'Algérie (GCA) a adressé une nouvelle lettre au Président de la République. Dans cette nouvelle lettre datée du 7 juillet en cours et relayée par plusieurs médias nationaux, le Groupement des concessionnaires a formulé de nouvelles propositions pour sortir de la crise automobile que connaît le marché algérien. En effet, tout en s'engageant à « mettre en place une industrie locale de l'automobile à travers une véritable transformation technologique, dans une période n'excédant pas trois ans à compter de la date de délivrance des crédits ». Les concessionnaires automobiles ont appelé à « ouvrir l'importation aux véhicules neufs d'une manière délibérée », tout en assurant « l'exploitation optimale des devises, en se basant sur deux points : les besoins actuels du marché local et les perspectives d'avenir du parc automobile en Algérie ». Les mêmes concessionnaires ont proposé que la délivrance des crédits, soit « conditionnée à une promesse écrite, de la part du concessionnaire bénéficiaire, d'une volonté d'investir dans l'industrie automobile dans un délai maximum de trois ans ». Ceci, ont-ils ajouté, à condition que « la deuxième étape comprenne une véritable percée dans l'industrie automobile, par la coordination entre les différents investisseurs », car cette coordination, ont-ils expliqué, « vise à établir un socle solide, l'industrie automobile en particulier et l'industrie mécanique en général ». Tout en indiquant qu'il s'efforceront de fournir régulièrement toutes les informations au ministère de l'Industrie sur les étapes de mise en œuvre de ces engagements, afin que la tutelle puisse assurer le suivi du projet. Les rédacteurs de la lettre ont, par ailleurs, évoqué la mauvaise situation dans laquelle vivent les concessionnaires. « Nous subissons toujours de lourdes pertes financières en raison des charges que nous devons payer en attendant la délivrance des agréments. Des charges représentant principalement le paiement des loyers, les salaires des employés et les équipements d'infrastructure imposés dans le cahier des charges émis par les services du ministère », ont énuméré les concessionnaires automobiles, qui ont dénoncé ce qu'ils ont appelé « le détournement de la loi », à travers des importations de véhicules dans le but de les revendre illégalement et sans crédits, sur le marché parallèle. « Ceci, sans offrir la moindre protection au consommateur, au moment où ce dernier représente la partie la plus importante du cahier des charges imposé pour la réalisation de ces opérations commerciales, notamment la garantie, le service après-vente et le réseau commercial », ont-ils dénoncé, en évoquant « l'importation illégale de voitures neuves » et l'ouverture de la porte à « la spéculation sur les prix ». « La hausse des prix dépasse le million de dinars par véhicule, sans parler des énormes sommes d'argent finançant le marché noir, ce qui est une menace directe pour le pouvoir d'achat du consommateur », ont-ils alerté. Les concessionnaires ont conclu leur lettre en indiquant que « l'absence de commerce automobile en Algérie réduit le volume des échanges commerciaux internes de mille milliards de dinars, avec une perte dans les recettes fiscales et les postes d'emploi. »

Le dispositif spécial de l'Aïd el Adha a donné des résultats très satisfaisants

Le dispositif spécial visant à éviter les perturbations en alimentation en eau potable dans les wilayas d'Alger et de Tipasa, durant l'Aïd el Adha, a donné des résultats "très satisfaisants", a indiqué dimanche la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans un communiqué. "Malgré une forte consommation dès les premières heures de la journée et des rejets très chargés vers les réseaux d'assainissement, le dispositif spécial annoncé et mis en place par la SEAAL à l'occasion de l'Aïd el Adha, a donné des résultats très satisfaisants en terme d'alimentation en eau potable et gestion des infrastructures d'assainissement", est-il noté dans le communiqué. La stratégie globale d'alimentation en eau potable, durant la fête de l'Aïd el Adha, s'est caractérisée par une production globale de 1.100.000 m3/jour pour Alger et de 216.000 m3/jour pour Tipasa, avec un remplissage optimal des réservoirs de l'ordre de 1.000.000 m3, et ce, pour faire face au fort tirage enregistré durant l'Aïd et qui a dépassé le



double de la consommation habituelle d'un foyer, précise la même source. Lors de la première journée de l'Aïd, la

distribution de l'eau a été entamée à 4h du matin, avec un pic de consommation enregistré à partir de 7h30 jusqu'à

12h, souligne encore la SEAAL. "Le suivi de la production et de la distribution se faisait en temps réel depuis le Centre de télé contrôle où une cellule centrale composée de cadres supérieurs et d'ingénieurs était installée pour superviser toutes les opérations, en se basant sur les données techniques transmises par nos stations de production, nos ouvrages de stockage et des capteurs de pression, ainsi que les demandes clients reçues au Centre d'appel téléphonique opérationnel 1594 et sur les réseaux sociaux", explique le communiqué. Cette organisation "rigoureuse" a permis de mobiliser les équipes opérationnelles pour anticiper et opérer des manoeuvres de vannes, afin de renforcer l'alimentation en eau potable des étages supérieurs de certains quartiers qui ont enregistré une légère baisse de pression (Chemin des Crêtes et Boudjemaa Tammim-Draïa, Cité Ain Allah Dely Brahim, Cité 420 logements- El Achour, Zhun Ain El Malha- Gué de Constantine et 500 logements Attatba..).

ZONES FRANCHES:

Dispositif administratif flexible et cahier des charges rigoureux pour garantir la transparence

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a affirmé, mardi à Alger, qu'il sera procédé à la mise en place d'un dispositif administratif "flexible" et d'un cahier des charges "rigoureux" pour assurer la transparence totale dans la gestion des zones franches. En réponse aux questions des membres du Conseil de la nation, lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de la ministre des relations avec le Parlement, Basma Azouar, consacrée à la présentation et à l'examen du projet de loi sur les zones franches, le ministre a précisé que le nouveau texte contient plusieurs mesures pour garantir la transparence et éliminer toutes formes de bureaucratie. Ces mesures permettront d'attirer les opérateurs algériens locaux ou de la diaspora et les étrangers sur la base d'appels d'offres transparents et d'un cahier des charges "rigoureux" empêchant tout abus de la part de l'Administration. Pour attirer les investisseurs, M. Rezig a fait état de la promotion des zones franches à travers la diplomatie algérienne, notamment les ambassades, en vue de commercialiser les atouts économiques que recèle l'Algérie selon les spécificités de chaque région du pays. L'exercice du commerce de troc dans les zones franches qui seront créées en Algérie sera prohibé et les produits subventionnés ne seront pas présents dans ces zones, a tenu à souligner le ministre. Pour la concrétisation des zones franches, il sera procédé, comme première étape, à la création d'une ou deux zones, a fait savoir le ministre qui a ajouté que la sélection sera faite soigneusement sur la base des expériences réussies dans la création de ce genre de zones au niveau arabe, africain et international. Affirmant que l'expérience "vaine" de la zone de Bellara ne se répètera pas, M. Rezig a relevé que toutes les mesures nécessaires seront prises pour la réussite de ces zones qui seront des espaces francs où seront exercées les activités du commerce, d'industrie, des services et d'exportation. Selon M. Rezig, le projet de loi compte 21 articles et renvoie à un seul texte d'application, indiquant que ce texte réglementaire "est actuellement prêt et sera promulgué pour sa concrétisation sur le terrain dès son adoption par les membres du Conseil de la nation et sa signature par le président de la République". Ce texte, poursuit le ministre, "ne crée pas des zones franches mais définit leur cadre juridique pour qu'elles soient un pilier du développement", ajoutant que "la création des zones franches se fait sur proposition du ministre du Commerce et d'autres ministres et est subordonnée à l'aval du gouvernement".

ALIMENTATION:

Les prix mondiaux, toujours très hauts, poursuivent leur baisse en juin

Les prix mondiaux des denrées alimentaires poursuivent leur baisse en juin pour le troisième mois consécutif, avec un premier fléchissement des prix du blé, a annoncé vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Après avoir battu un record en mars, l'indice FAO du prix des denrées alimentaires, qui suit la variation mensuelle des cours internationaux d'un panier de produits de base, continue de fléchir légèrement de 2,3%, la plupart des indices (céréales, huiles végétales, sucre) marquant une baisse. Il s'élève à 154,2 points, en hausse de 23,1% sur un an par rapport à juin 2021, souligne l'organisation. "Bien que l'indice FAO des prix des produits alimentaires baisse en juin pour le troisième mois consécutif, il reste proche du record sans précédent atteint en mars cette année", nuance ainsi Maximo Torero Cullen, économiste en chef de la FAO. L'indice FAO des prix des céréales fléchit de 4,1% en juin, les prix internationaux du blé se contractant pour la première fois depuis le record du mois de mars (-5,7%). Un repli qui s'explique notamment par "la disponibilité saisonnière de nouvelles récoltes dans l'hémisphère Nord, l'amélioration des conditions de culture dans certains grands pays producteurs (comme le Canada) et des perspectives de production plus élevées dans la Fédération de Russie". La récolte de la Russie, qui re-



présente avec l'Ukraine près d'un quart de l'approvisionnement mondial en blé, s'annonce en effet exceptionnelle, et lui permettrait potentiellement d'exporter jusqu'à 40 millions de tonnes en 2022-2023. L'indice FAO des huiles végétales recule de 7,6% dans le même temps, avec une baisse des prix de l'huile de tournesol, de soja ou de palme, qui fait l'objet d'une hausse saisonnière de production et d'une plus grande disponibilité en Indonésie. Malgré ce recul général, "les facteurs qui ont tiré les prix mondiaux vers le haut en premier lieu continuent de peser", prévient Maximo Torero Cullen. A l'inverse de ce mouvement de baisse, l'in-

dice FAO des prix de la viande grimpe de 1,7% en juin, et "atteint ainsi un nouveau record". "Les prix mondiaux de tous les types de viande ont augmenté, notamment ceux de la volaille (...) du fait du resserrement persistant des disponibilités mondiales dû à l'apparition de foyers de grippe aviaire dans l'hémisphère nord", précise la FAO. L'organisation a légèrement relevé ses prévisions concernant la production céréalière mondiale en 2022: elle approcherait les 2,8 milliards de tonnes avec 7 millions de tonnes supplémentaires. "A ce niveau, la production mondiale serait encore inférieure de 0,6% à celle de 2021", souligne-t-elle.

TOUFIK BERKANI, PRESIDENT DU GROUPE CUIRE ET TEXTILE GITEX:

« Le défi est de récupérer quatre millions de toisons chaque année »

Face aux mutations économiques actuelles, le secteur cuire et textile, quasi laminé, essaye de s'adapter pour reprendre sa place d'antan dans le cadre de la dynamique du développement de l'industrie en la matière. Ainsi la récupération des toisons (peaux de moutons) exige comme priorité le développement de la filière. « Pas moins de 4 millions de peaux ovines (l'équivalent de 800 millions DA) se perdent annuellement dans la nature », regrette jeudi Toufik Berkani, président du groupe cuire et textile Gitex. Un groupe public qui en exporte 30 tonnes/an. Convie à la rédaction de la Radio Algérienne, M. Berkani évoque le souci actuel qui est de valoriser cette peau et la travailler localement afin de satisfaire le besoin national, sachant que la filière offre un taux d'intégration de 85% et est l'une des rares filières qui produit pour l'exportation.

Le secteur subit une importante opération de restructuration

Le secteur, dit-il, subit une importante opération de restructuration qui est le fruit et la conséquence d'une réflexion qui remonte à 2017 à l'objet de dévelop-

per le secteur dans le cadre des travaux dédiés à cette filière, devenue prioritaire. « L'Algérie est un pays qui dispose d'un cheptel ovin très important. Alors, nous avons jugé utile de récupérer cette peau, non seulement dans les cérémonies familiales et religieuse mais en même temps dans le cadre de réguler le marché via un réseau de collecte » ajoute-t-il. Sachant que la qualité de la peau est cruciale pour le développement de la filière qui passe inévitablement par ce réseau, M. Berkani déplore malheureusement les 4 millions de peaux jetées annuellement dans la nature. Ce qui est, d'après lui, considéré aujourd'hui comme un défi pour les tanneurs. C'est à quoi s'attèle le groupe Gitex, grand groupe spécialisé et premier bénéficiaire de la tannerie, à se lancer dans l'industrie de la filière. « On va essayer de valoriser cette matière et récupérer cette peau pour l'industrie linéaire », fait-il savoir, tout en impliquant le citoyen et la société civile car la réussite de l'opération dépend étroitement de l'adhésion du citoyen sans laquelle c'est l'échec total. « Nous avons mis en circulation une flotte pour le transport des peaux vers les aires de stockage » Pour cela, explique le président de Gitex, un

plan de communication a été établi qui consiste à la sensibilisation du citoyen, participer dans des plateaux ensuite l'édition et la production de supports de communication. « Nous avons réactivé pratiquement toutes les pages sur les réseaux sociaux à travers des messages expliquant le mode opératoire d'arrachage des peaux de moutons surtout par ces moments de chaleur et en même temps nous avons mis en circulation une flotte pour le transport des peaux vers les aires de stockage », fait savoir l'orateur. Et de préciser que le ministère a lancé, cette année, un appel à travers Gitex (présent dans 20 wilayas) dont l'objectif est de toucher 28 wilayas où nous avons identifié les sites de ramassage et de collecte. « Aujourd'hui nous sommes arrivés à concrétiser un plan d'action avec les orientations ministérielles, à travers les différentes rencontres et d'autres réunions où nous avons identifié le rôle de chaque partie prenante y compris les autres départements ministériels à savoir les Affaires religieuses, l'Agriculture, l'Environnement, et les acteurs privés pour la réussite de cette collecte. », révèle-t-il, rappelant que « la campagne de 2018 a été une totale réussite ».

Des officiels britanniques réaffirment la volonté du Royaume-Uni de renforcer la coopération avec l'Algérie

Des représentants du gouvernement britannique ont réaffirmé à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, la volonté du Royaume-Uni de porter la coopération avec l'Algérie "au plus haut niveau" et renouveler l'engagement d'approfondir davantage les liens bilatéraux. L'ambassade d'Algérie à Londres a organisé, jeudi, une réception en cette occasion, avec la présence du ministre d'Etat aux Affaires étrangères, Lord Ahmad Tariq of Wimbledon, du représentant personnel du Premier ministre Lord Richard Risby, du Marshall de la reine Elizabeth II, du secrétaire général de l'Organisation maritime internationale, Kitak Lim, de députés des différents partis et de représentants du corps diplomatique. Lord Ahmad Tariq of Wimbledon, qui revient d'une visite à Alger, a, d'abord, transmis les félicitations de la ministre des Affaires étrangères, Elizabeth Truss, avant de plaider en faveur d'un élargissement des domaines de coopération, citant le commerce, l'éducation, le changement climatique et le tourisme parmi les priorités. Pour le ministre d'Etat, ce 60e anniversaire de l'indépendance, mais aussi de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, "est une occasion heureuse pour renouveler l'engagement de consolider et d'approfondir davantage les liens bilatéraux". Lord Ahmad est revenu sur son séjour à Alger et ses discussions "fructueuses" avec, notamment, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, se disant, par ailleurs, "privilegié" d'avoir accompli une prière à "Djamaâ El Djazaïr". "Un joyau architectural qui combine l'histoire, la diversité et la modernité", a-t-il témoigné. De son côté, le représentant du Premier ministre pour le partenariat économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, s'est dit satisfait de l'évolution constante des relations avec l'Algérie, affirmant que "d'un point de vue commercial, il est très réjouissant de constater une poussée remarquable dans les échanges qui ont enregistré une hausse de 84,5% par rapport à l'année précédente" et de voir "la bonne tenue des compagnies britanniques engagées en Algérie, comme le Groupe Astrazeneca, en termes de création d'emplois et d'investissement". Pour le représentant du Premier ministre, il est important, "dans ces temps incertains, de compter sur des pays comme l'Algérie qui a fourni, sans aucun problème et pendant 50 ans, du GNL au Royaume-Uni", soulignant que le gouvernement britannique "applaudissait les efforts de l'Algérie pour alléger la crise énergétique mondiale" et "les réformes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour promouvoir l'attractivité de l'Algérie". "Le Royaume-Uni est prêt à devenir un enthousiaste partenaire économique de l'Algérie", a dit Lord Risby, en rappelant la signature récente d'un partenariat dans le domaine des technologies de l'éducation et en se réjouissant de "l'engouement des Algériens pour la langue anglaise". Pour sa part, l'ambassadeur d'Algérie, Lounès Magramane, a souligné que cet anniversaire, vu de Londres, revêt une double signification. "D'un côté, il symbolise le recouvrement de notre souveraineté nationale et, de l'autre, marque les 60 ans de relations diplomatiques avec le Royaume-Uni", exprimant sa satisfaction quant à "l'excellence des relations entre les deux pays" et a "réaffirmé la détermination à aller de l'avant avec le Royaume-Uni dans l'approfondissement des relations bilatérales".

TAMANRASSET :

Importants acquis et actions en cours pour répondre aux attentes des citoyens

La wilaya de Tamanrasset, à l'instar d'autres régions du pays ayant souffert des affres du colonialisme et de ses lourdes et douloureuses répercussions sur le développement socio-économique, n'a pas tardé à voir cette situation difficile s'estomper avec le recouvrement de la souveraineté nationale, le 5 juillet 1962. Marquant la fin d'une époque obscure vécue par le peuple algérien qui a brisé la mainmise du colonialisme français sur tout le territoire, cette date fut le déclic pour la wilaya de Tamanrasset pour enclencher une action de développement, tous azimuts. L'Amenokal de l'Ahaggar, Ahmed Idabir, a, dans un témoignage à l'APS, indiqué que la région de Tamanrasset s'est lancée, après l'indépendance, dans une révolution d'envergure de développement et de réalisation des projets multiformes, relevant que ces programmes ont permis de mettre en valeur les potentialités agricoles et industrielles locales, et de booster l'investissement. Au volet Agriculture, la wilaya de Tamanrasset recèle une surface agricole arable de 16.265 ha, dont une superficie de plus de 15.000 ha exploités, y compris 12.000 ha irrigués, dédiés au développement de la phénicieulture, l'arboriculture, les cultures maraichères, la céréaliculture



et la culture fourragère. Dans l'optique d'encourager et d'accompagner les agriculteurs pour développer davantage leurs activités, une enveloppe de plus de 2,6 milliards DA a été consacrée au titre du Fonds national de développement rural (FNDR), pour le développement des segments culturels et

la diversification de la production agricole locale.

Le transfert de l'eau d'In-Salah vers Tamanrasset, projet salvateur

Entre-autres projets de développement structurants dont a bénéficié cette région de l'extrême sud du pays, l'on relève le projet stratégique de transfert de l'eau

d'In-Salah vers Tamanrasset sur 750 km, traduisant, ainsi, les efforts louables et les importants investissements entrepris durant cette période pour l'amélioration des conditions de vie de la population locale. Inscrit au titre de la stratégie de l'Etat portant développement des régions du Sud du pays, ce mégaprojet porte sur un transfert d'eau à la faveur de la réalisation de huit (8) stations de pompage, de 162 ouvrages de stockage, châteaux et réservoirs, d'une capacité globale de 143.000 m3, avec une dotation unitaire de 175 litres/habitant. Cet ouvrage a permis de couvrir largement les besoins en eau de la région et des centres de vie à la faveur de la mobilisation des ressources hydriques de 433 forages, la réalisation d'un réseau d'adduction de 1.700 km, d'un autre de distribution de 2.800 km, portant, ainsi, le taux de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable à 97% à Tamanrasset, accompagné d'une augmentation du raccordement au réseau d'assainissement d'un taux de 95%. Des actions de développement de même envergure ont aussi été projetées dans la région pour booster l'économie locale, consistant en l'entrée en service, pour un montant colossal de plus de 778 millions DA, d'une dizaine de projets d'investissement, tous secteurs confondus.

MÉDÉA :

Quatre nouvelles centrales électriques pour renforcer l'autonomie de la wilaya (P-dg)

Quatre nouvelles centrales électriques viendront renforcer "graduellement" le réseau électrique de la wilaya de Médéa, d'ici 2025, a déclaré jeudi, le Président directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal. Actuellement en phase de réalisation, ces quatre centrales électriques sont appelées à "augmenter l'autonomie" de la wilaya en matière d'électricité et faire face à la croissance attendue de la demande, a indiqué le P-dg du groupe Sonelgaz, annonçant la livraison, fin 2022, de la première centrale électrique d'une capacité de 220 Kilos Volts. Trois autres centrales, d'une capacité de 60 kilos Volts chacune, seront livrées progressivement, entre 2023 et 2025, a-t-il ajouté, assurant que ces équipements permettront d'augmenter sensiblement le niveau d'autonomie de la wilaya en électricité. "Grace à ces installations, le secteur est en mesure de suivre l'évolution de la demande locale en électricité", a fait savoir Mourad Adjal, affirmant que les investissements dans ce domaine ont pour objectif d'assurer "une pleine autonomie" de la wilaya en matière d'électricité pendant les années à venir. Le Pdg du groupe Sonelgaz a révélé, en marge d'une rencontre avec les responsables locaux du secteur de l'énergie, que le pic de consommation enregistré en ce début d'été, représente à peine 33% de la production locale d'électricité, soit 127 Mégas volts, sur un total de 380 Mégas Volts, jugeant cet indicateur "rassurant" comparé à la situation qui prévalait auparavant. M.Adjal a fait part, par ailleurs, de son souhait de porter le taux de couverture en gaz naturel à Médéa à 98%, d'ici à la fin de l'année 2022, à la faveur des projets de raccordements en cours d'exécution à travers la wilaya.

TÉBESSA :

150 ha de couvert végétal ravagés par le feu à Djebel El Haoud à Morsott



Les deux incendies qui se sont déclarés dans la forêt de Djebel El Haoud dans la commune de Morsott (wilaya de Tébéssa) ont ravagé pas moins de 150 hectares de couvert végétal, a indiqué samedi un communiqué de la cellule de communication de la Direction locale de la Protection civile.

Les flammes ont ainsi détruit 90 ha de pins d'Alep et 60 ha de maquis et de broussailles, selon le communiqué, qui a précisé que tous les foyers ont été éteints et une surveillance sécuritaire est assurée pour empêcher la reprise du feu. Le premier incendie s'est déclaré la nuit de dimanche à lundi et a nécessité l'intervention de l'unité secondaire de Morsott, l'unité principale de Tébéssa et

la colonne mobile, assistées par les services des forêts et en présence des services de la Gendarmerie nationale, rappelle-t-on.

Sept (7) camions anti-incendie de divers volumes, un autocar, deux véhicules de liaison et pas moins de 48 sapeurs-pompiers de graves divers ont été mobilisés, selon le document. L'incendie a repris au même lieu dans la nuit de lundi à mardi et a nécessité pour sa circonscription l'intervention de toutes les unités de la Protection civile de la wilaya et les colonnes mobiles de lutte contre les feux de forêts des wilayas de Tébéssa, Souk Ahras et Oum El Bouaghi, en plus des services des forêts en présence des services de la Gendarmerie et des éléments

de l'Armée nationale populaire. Aussi, 30 camions anti-incendie, 4 autocars, 8 véhicules de liaison et plus de 150 agents de la protection civile.

Deux hélicoptères de l'unité aérienne de la direction générale de la protection civile sont également intervenus pour appuyer les efforts d'intervention ayant aussi mobilisé des citoyens bénévoles et des militants associatifs pour combattre les flammes dont l'aire s'est étendue vers la forêt du Djebel Azouza dans la commune d'Ain Zerga.

Selon la même source, tous les foyers ont été refroidis et les deux incendies ont été éteints dans la forêt de Djebel El Haoud avec le maintien d'une surveillance sécuritaire sur site.

BÉCHAR :

Projet d'une route pour le désenclavement de l'Oasis de Laarouda

Un projet de réalisation d'une route sera prochainement entamé dans le but du désenclavement de l'oasis de Laarouda dans la daïra frontalière de Béni-Ounif, wilaya de Bechar, a-t-on appris auprès des responsables de cette collectivité locale. "Dans la perspective du désenclavement total de l'Oasis de Laarouda, un projet de réalisation d'une route avec tous ses équipements sur plus de 13 kilomètres, reliant cette oasis au chemin de wilaya numéro six (CW- 6) et au delà à la route nationale numéro six (RN-6), sera prochainement concrétisé avec un financement sectoriel de plus de 400 millions dinars", a précisé à l'APS le chef de daïra Salah Hamaidi. "Cette opération s'inscrit au titre des programmes de l'état tendant au développement des zones frontalières et l'amélioration des conditions de vie des habitants de ces régions", a-t-il précisé. Outre ce projet, il est prévu l'électrification globale du périmètre agricole de cette oasis qui était auparavant localisé sur une surface de 67 ha et qui vient d'être étendue récemment à 120 ha et ce à la faveur de la stratégie nationale d'électrification agricole, et en application des recommandations des autorités publiques concernant l'accompagnement de l'investissement agricole, a-t-il signalé. Actuellement on dénombre 67 exploitants agricole dans cette Oasis et qui seront rejoint par d'autres postulants à l'investissement dans le cadre de la concession agricole à travers une superficie de 53 ha est prévue et ce dans l'unique but du développement socio-économique de cette zone frontalière à vocation agro-pastorale, a fait savoir de son côté le responsable de la subdivision des services agricoles de cette daïra, Mohamed Bakir.

TIPASA :

Le Wali interdit toutes les activités à l'intérieur des forêts tout au long de la période de lutte contre les incendies

Les autorités de wilaya à Tipasa ont décidé d'interdire toutes les activités à l'intérieur des espaces forestiers, tout au long de la saison de lutte contre les feux de forêts, s'étendant jusqu'au mois de septembre, selon un arrêté émis par le wali, Abou Bakr Seddik Boucetta, a-t-on appris, vendredi auprès des services de cabinet du wali. L'arrêté de wilaya qui entrera en application à partir de samedi (Aïd el Adha), interdit la circulation aux citoyens, aux véhicules, aux motocycles et aux vélos et toute activité à l'intérieur des espaces forestiers pour camping, détente, repos ou divertissement, et ce, dans le cadre de la protection des forêts de la wilaya contre les incendies. Selon la même source, l'arrêté interdit également de stationner les véhicules et les vélos ou la circulation des personnes à pied, ou à bord de véhicules ou de motocycles à l'intérieur ou à proximité du domaine forestier, tout en soulignant que ces mesures entrent en vigueur à partir de samedi à l'occasion de l'Aïd el Adha, avec interdiction d'organiser des barbecues ou des repas ou des rassemblements à l'intérieur du domaine forestier. Les dispositions de cet arrêté de wilaya interdisent également la fabrication du charbon à l'intérieur des espaces forestiers ou à proximité des forêts, tout au long de leur validité, à travers toutes les régions de la wilaya. Cet arrêté de wilaya exclut, toutefois, les citoyens résidents, les associations et les entreprises disposant de dérogations, ainsi que "les personnes relevant des différentes instances et administrations publiques, dont les situations d'urgence exigent leur présence sur le lieu".

TIZI-OUZOU-

L'Aïd El Adha sous le signe du partage et de la solidarité

La célébration de l'Aïd El Adha s'est imprégnée des valeurs de la solidarité et du partage, dans les wilayas du centre, où des associations, les autorités locales, des familles et des organisations de la société civile ont veillé à apporter de la joie au sein des familles nécessiteuses. C'est le cas à Chlef, Tizi-Ouzou et Djefla, où des actions de solidarité ont été initiées au profit des démunis et des orphelins. Dans plusieurs localités de la wilaya de Chlef, des familles ont célébré "Aarfa", une tradition ancestrale de partage durant laquelle des enfants, font du porte-à-porte, pour collecter des dons au profit des nécessiteux. Un repas est aussi servi à l'occasion et les dons sont équi-

tablement partagés sur les familles à faible revenu. Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, plusieurs associations et comités de villages organisent la tradition de Thimechret ou une bête, généralement un veau, est sacrifié et sa viande partagée en parts égales est distribué à l'ensemble des familles, afin que chacun puisse fêter l'Aïd dignement et dans la joie. Le mouvement associatif se met aussi de la partie, en collectant des dons en viande, denrées alimentaires, fruits et légumes, vêtements et jouets, lesquels sont ensuite remis aux nécessiteux. C'est le cas, entre autres, de l'association environnementale Agama de Maatkas, laquelle a distribué 35 couffins de viande et 3,5 qx de

pommes de terre. A Boumerdes et Blida, des familles se sont rassemblés pour effectuer ensemble dans leurs quartiers et cités, le sacrifice du mouton. Une tradition qui permet de resserrer les liens entre voisins et qui s'était éclipsée en raison de la pandémie de la Covid-19. Le retour de cette tradition a été observé au niveau des cités Palestine, 800 logements, Istiklal de la ville de Boumerdes. A Blida, les habitants de nombreux quartiers à l'instar de ceux de la commune de Ouled Yaich, ont tenu à faire revivre cette tradition qui rapproche les voisins et met un terme aux querelles et désaccords.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un **journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.**

***Profil souhaité :**

-Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
-Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.

Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :
infofilo63@gmail.com
eddiwan.arabe@gmail.com

Promouvoir la transplantation d’organes à partir de donneurs décédés

Les participants à une journée d’étude sur le don d’organes, tenue jeudi à la Cour de justice de Constantine, ont insisté sur l’importance de “promouvoir et d’encourager la transplantation d’organes à partir de donneurs décédés pour mieux répondre à la demande croissante en la matière”. La transplantation d’organes à partir de donneurs décédés “constitue une solution radicale pour les patients dont la vie est tributaire de ce don”, a estimé Pr. Souheila Zemouchi, chef du service néphrologie, dialyse et suivi des greffés à l’établissement hospitalier spécialisé (EHS) Daksi de Constantine, évoquant une “demande croissante pour la greffe rénale à Constantine”. Dans une déclaration à l’APS au cours des travaux de la rencontre d’étude spécialisée, Pr. Zemouchi a fait état de “beaucoup de demandes de transplantation rénale formulées auprès de l’EHS de Daksi, mais qui peinent à être satisfaites pour un problème d’incom-



patibilité”, une contrainte, a-t-elle ajouté, qui “peut être maîtrisée par l’encouragement de la transplantation d’organes à

partir de cadavres”. Evoquant les réticences dont font montre les citoyens vis à vis de cette option, la même spécialiste a rappelé que la religion, via les fetwas et études faites dans ce sens, “a autorisé cet acte qui permet de sauver la vie des personnes en difficulté sanitaire extrême”. L’EHS Daksi de Constantine a réalisé sept transplantations rénales en 2019 contre cinq opérations similaires en 2020 (l’année ayant enregistré le pic de la pandémie de coronavirus) et 11 autres transplantations rénale en 2021, a-t-elle précisé, indiquant que l’encouragement de la transplantation à partir de donneurs décédés serait en mesure “d’améliorer davantage le bilan des opérations de transplantation effectuées dans cette structure sanitaire”. La spécialiste en néphrologie, qui a présenté une communication portant sur la préparation d’un couple en vue d’une transplantation rénale à partir d’un donneur apparenté vivant et les différentes étapes

de suivi des patients, a appelé au développement de la recherche et à la formation médicale continue. Pour sa part, Karima Mahrouk, directrice du laboratoire des études appliquées en droit à l’université des Frères Mentouri Constantine 1, a évoqué le volet pénal de cette activité qui continue de constituer un “fonds de commerce pour des réseaux criminels usant de la fragilité de certains donneurs pour effectuer des transplantations au noir sans prêter la moindre attention au devenir de ces donneurs”. Faisant état de peines allant jusqu’à 20 ans de prison si la victime est mineure ou handicapée, Mme Mahrouk a appelé à la mise en place d’une assurance pour le donneur, considéré comme la partie la plus touchée, et a insisté sur l’importance de l’intervention de l’Etat pour promouvoir cette mission humanitaire. Elle a appelé également à la promulgation d’une loi relative à la

transplantation des organes qui serait indépendante de la loi de protection de la santé et insisté, dans son intervention, sur l’importance de mettre en place un cadre réglementaire pour la liste d’attente des malades demandeurs de greffes. Le rôle de l’Agence nationale des greffes (ANG) a été souligné au cours de cette rencontre spécialisée, organisée à l’initiative de la Cour de Constantine en collaboration avec les universités de Constantine 1, 2 et 3 et l’université des sciences islamiques Emir Abdelkader. Intitulée “l’extraction, la conservation et la transplantation des organes, tissus et cellules humaines dans leur cadre réglementaire, législatif et religieux”, cette rencontre a été mise à profit pour évoquer l’ontologie biologique relative à ces actes et les applications médicales légales en rapport avec ces opérations.

SAÏDA :

28 malades bénéficient d’opérations chirurgicales dans le cadre d’une caravane de solidarité



Pas moins de 28 malades hospitalisés au niveau de l’établissement public hospitalier “Adjir Bentabet” de la commune de Youb (Saïda) ont bénéficié d’opérations chirurgicales en ORL, dans le cadre d’une caravane médicale de solidarité, à l’initiative de l’association “Nedjma” de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la santé et de la population. Ces opérations de chirurgie, qui se sont déroulées en coordination avec la direction de la santé et de la population de la wilaya, ont été effectuées par des médecins spécialistes adhérents à l’association dont le siège est domicilié dans la commune d’El Atf (wilaya de Ghardaïa). Le programme des opérations de chirurgie, qui s’étale depuis mardi dernier jusqu’à demain vendredi au niveau du même établissement de santé, profite à 27 autres malades, selon la même source.

Ces opérations chirurgicales qui s’effectuent de manière cyclique, contribuent à réduire les déplacements des citoyens vers les hôpitaux des wilayas voisines, a-t-on fait savoir. A rappeler que cette association a pris l’initiative, le mois de mai dernier, d’effectuer 150 examens médicaux spécialisés au niveau de cet établissement de santé de la commune de Youb. Ces examens médicaux ont profité à des personnes de zones enclavées de la commune de Youb dans les spécialités d’ORL, de pédiatrie et de chirurgie oculaire. Ont pris part à cette initiative, des médecins spécialistes de différentes régions du pays adhérents à cette association, accompagnés d’une équipe médicale formée de bénévoles spécialisés dans les opérations de chirurgie, outre l’équipe paramédicale de l’hôpital de Youb.

CORONAVIRUS: 11 nouveaux cas et aucun décès

Onze (11) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 11 guérisons ont été enregistrés, alors qu’aucun décès n’a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, indique dimanche le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s’établit ainsi à 266.257, celui des décès demeure inchangé (6.875 cas), alors que le nombre total des patients guéris passe à 178.686 cas. Par ailleurs, deux (2) patients sont actuellement en soins intensifs, précise la même source, relevant que 44 wilayas n’ont recensé aucun nouveau cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d’hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

LE DERNIER BILAN DES CAS CONFIRMÉS AU 8 JUILLET EST DE 553.217.029

Voici le dernier bilan des cas confirmés de COVID-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l’ingénierie des systèmes (CSSE) de l’Université Johns Hopkins le 8 juillet à 00H00 GMT :

Monde	553.217.029
Etats-Unis	88.376.269
Inde	43.566.739
Brésil	32.759.730
France	32.177.472
Allemagne	28.808.614
Royaume-Uni	23.086.282
Italie	19.157.174
Rép de Corée	18.471.172
Russie	18.182.578.

Et si vous passiez à la brosse à dents électrique ?

Les brosses électriques ont la réputation de nettoyer les dents à fond et en douceur. Et elles feraient mieux que les brosses à dents manuelles contre la plaque dentaire ! Leur secret, c’est la vibration.

Dents : quel est l’intérêt d’une brosse électrique ?

Elle brosse bien les dents et permet d’éliminer efficacement la plaque dentaire. Côté modèles, il existe des versions «oscillo-rotatives». Une grande étude, menée en 2005, a montré qu’elles étaient plus efficaces que les brosses manuelles pour enlever la plaque dentaire et réduire les inflammations des gencives (gingivites). On trouve aussi sur le marché des «soniques» qui décollent les dépôts dentaires grâce aux vibrations.

Brosse électrique : à piles ou rechargeables ?

Boire du café permet de récupérer après l’effort

La caféine favoriserait la récupération des muscles après un gros effort physique. C’est ce qu’a montré une étude menée par huit chercheurs de différentes universités australiennes, publiée en mai 2008 dans The Journal of Applied Physiology. La caféine permettrait de reconstituer plus rapidement le stock de glycogène, présent dans les muscles, qui pourvoit l’énergie de l’effort. L’expérience a été menée sur sept cyclistes s’entraînant régulièrement, que les chercheurs ont fait pédaler jusqu’à épuisement de leur niveau de glycogène. Certains sportifs ont bu ensuite une boisson contenant des glucides, et d’autres une boisson contenant des glucides ainsi qu’une dose importante de caféine. Ces derniers avaient récupéré 66% de glycogène de plus que les autres quatre heures après l’expérience. Les chercheurs signalent tout de même que la dose de caféine ingurgitée, l’équivalent de six tasses, a provoqué des troubles du sommeil chez les sportifs. De prochaines études testeront l’efficacité de quantités plus faibles.

Les brosses à piles ressemblent parfois comme deux gouttes d’eau aux manuelles, mais elles ont un pouvoir de vibration supplémentaire. Elles coûtent un peu plus cher. Les rechargeables sont plus onéreuses, mais peuvent durer des années. Plus performantes, elles sont pourvues d’options plus ou moins utiles (différents modes de brossage, minuteurs, détecteurs d’appui...). Sauf sur les modèles «premier prix», les brossettes sont le plus souvent remplaçables. On les change tous les trois mois environ, comme les autres brosses.

Brosse à dents électrique : la technique de brossage est-elle différente ?

Ça dépend. Les modèles de base nécessitent d’employer la technique de brossage habituelle ou, au moins, des mouvements de va-et-vient sur les dents et les gencives. Avec les rechargeables,

le brossage est très assisté et donc simplifié. Une lichette de dentifrice, on incline la brosse à 45° par rapport à la dent. Et c’est parti pour la « chorégraphie » : surfaces externe et interne, puis zone de mastication. Quant au temps de brossage, il est au moins de deux minutes.

Les brosses électriques agressent-elles les gencives?

Là encore, des études ont été menées pour évaluer les risques de récession (rétraction) des gencives. Elles n’ont a priori pas mis en évidence de risques supérieurs à ceux d’une brosse à dents manuelle. En revanche, lors des premières utilisations, les gencives peuvent saigner, en particulier si elles sont très sensibles. Cela peut se prolonger jusqu’à quinze jours chez certaines personnes. Au-delà, il faut rechercher une autre cause, donc consulter son dentiste.



Comment notre cerveau devient-il accro au café ?

Muscles fatigués, irritabilité, maux de tête...les symptômes liés au manque de drogue concerneraient également l’arrêt de la caféine. “Comme de nombreux médicaments, la caféine est chimiquement addictive. Ce fait a été établi par les scientifiques en 1994”, c’est ainsi que le blog spécialisé Surprising Science définit le composant principal de la boisson la plus populaire au monde. L’auteur de l’article a voulu comprendre tous les effets du café sur le cerveau et les conséquences sur notre organisme : “Environ 24 heures après avoir arrêté la drogue, les symptômes de sevrage commencent. Au début, ils sont subtils : la première chose que vous remarquez est une sensation d’un état mental brumeux et un manque de vigilance. Vos muscles sont fatigués, même si vous n’avez pas fait d’effort physique, et vous vous trouvez plus irritable que d’habitude.” Ces symptômes peuvent ressembler à ceux liés à la prise d’héroïne, de tabac ou d’alcool et pourtant, ce sont ceux que vous devriez ressentir en cas d’arrêt de prise de caféine. “Au fil du temps, un mal de tête lancinant s’installe et vous empêche de vous concentrer sur quoi que ce soit. Finalement, puisque tout votre corps proteste contre l’arrêt de la caféine, vous pourriez ressentir des douleurs musculaires, des nausées et d’autres symptômes pseudo-grippaux”, alerte le journaliste Joseph Stromberg.

Une réaction chimique

Mais comment la caféine peut-elle créer cette dépendance ? La raison principale se trouve dans la façon dont cette substance affecte le cerveau humain, créant un sentiment d’alerte dont les buveurs de café sont avides. “Peu de temps après l’avoir consommée, la caféine est absorbée par l’intestin grêle et se dissout dans le sang. Comme cette substance est composée à la fois d’eau et peut se dissoudre dans les graisses, elle est capable de traverser la barrière hémato-encéphalique et entrer dans notre cerveau”, lit-on sur le blog. Du point de vue structurel, la caféine ressemble beaucoup à une molécule qui est naturellement présente dans notre cerveau, l’adénosine, responsable de la sensation de fatigue. La caféine peut donc s’intégrer parfaitement dans les récepteurs des cellules du cerveau conçues pour l’adénosine et prendre sa place. Conclusion : quand les molécules de caféine bloquent ces récepteurs, elles bloquent également la sensation de fatigue, ce qui nous stimule pendant quelques heures et nous rend accro.

BURKINA FASO:

L'application mobile mHealth aide à renforcer le système de santé

Sensibilisation au VIH, lutte contre le paludisme et les maladies infantiles : la numérisation des données, allée à la formation d'agents de santé communautaires, permettent d'améliorer la prise en charge et le suivi des patients. A Pibsé, un petit village dans le centre-sud du Burkina Faso, toutes les mamans connaissent la cour d'Alizeta Congo. Dès que leur bébé a de la fièvre ou toussé, elles frappent à sa porte pour lui demander conseil. La jeune femme n'a que 26 ans et son certificat d'études primaires en poche, mais les habitants l'ont déjà baptisée « Lafi naba », la « cheffe de la santé », en langue moré. Alizeta Congo travaille depuis six ans comme agent de santé à base communautaire (ASBC). En plus de cultiver la terre, elle soigne les nouveau-nés, les enfants et veille sur les mères de son village. « Il arrive qu'elles viennent me chercher dans les champs ou me réveillent la nuit, je dois être



tout le temps disponible », explique Alizeta Congo, qui a été formée par des soignants. Dans ce pays où l'on comptait un médecin pour 10 000 habitants en 2019, les autorités misent sur le recrutement d'auxiliaires

pour pallier le manque d'effectifs et améliorer l'accès aux soins dans les villages les plus reculés. Pour guider ces volontaires, qui doivent savoir lire et écrire, le Burkina Faso, en partenariat avec l'Unicef et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a développé une application mobile de numérisation des données, baptisée « mHealth ». L'objectif est d'améliorer la prise en charge et le suivi des patients, ainsi que le contrôle des stocks de médicaments sur place.

Quelque 17 000 auxiliaires recrutés

Chaque matin, Alizeta Congo se lève avant les premiers rayons du soleil, vers 4 h 30. Après la préparation du petit déjeuner de ses trois enfants, la jeune femme installe sa table de consultation sous le vieux manguier de sa maison, avant de filer dans les champs. Elle ne compte pas son temps. « Je suis heureuse d'ai-

SIDA :

En Afrique de l'Ouest, l'autotest oral, une petite révolution qui s'est invitée dans le dépistage

L'outil, moins invasif que le test sanguin, permet d'atteindre les milieux homosexuels, transgenres, les prostitués, isolés par la stigmatisation. Des malades qui s'ignorent. En Afrique, un tiers des personnes infectées par le VIH ne connaissent pas leur statut sérologique. Il s'agit le plus souvent d'individus vulnérables et victimes de discrimination pour leur identité sexuelle ou leurs pratiques, qui demeurent ainsi dans le déni des risques auxquels ils sont exposés : bisexuels et homosexuels, femmes et hommes prostitués, usagers de drogues injectables. C'est pour atteindre ces publics échappant aux campagnes classiques organisées par les ministères de la santé africains que l'ONG Solthis a imaginé le programme d'autodépistage Atlas pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, avec le soutien financier de l'organisation Unitaid et de l'Agence française de développement (AFD). Le projet, lancé en 2018 en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal et qui vient de s'achever le 30 juin, a consisté en la distribution de 400 000 autotests oraux par le biais de pairs éducateurs. « L'un des gros avantages de l'autodépistage, c'est son caractère confidentiel », explique Joseph Larmarange, démographe en santé publique et coordinateur des activités de recherche du projet Atlas. « Avant, je ne voulais pas faire de test. J'avais trop



peur, témoigne ainsi Awa Camara, qui reçoit ses clients dans une chambre d'un quartier chaud de Bamako, au Mali. Avec l'autotest, j'ai sauté le pas. On le fait quand on est prêt dans sa tête et on est seul face au résultat. J'ai mis trois jours pour rappeler le pair éducateur qui m'a aidée quand le test de confirmation a révélé que j'avais le VIH. Aujourd'hui, je suis sous traitement et je vais bien. »

« Un porteur de bonne nouvelle »

Il faut parfois un à trois mois pour que les malades dépistés par autotest se décident à intégrer un parcours de soins, contre une journée dans une structure de santé, où les personnes séropo-

der ma communauté », insiste cette cultivatrice, qui, petite, rêvait de devenir infirmière pour « sauver les bébés » de son village. « Quand ils tombaient malade, on préférait leur donner des infusions que de les emmener au dispensaire », regrette cette dernière, qui a abandonné ses études en 4e. Au Burkina, le taux de mortalité infantile reste élevé, estimé à 82 décès pour 1 000 naissances. Le paludisme, les infections respiratoires et la diarrhée sont les trois maladies qui tuent le plus chez les enfants de moins de 5 ans. Plus de deux décès sur trois surviennent au niveau communautaire et un certain nombre d'entre eux auraient pu être évités avec une prise en charge rapide. Pour faire face, les autorités ont adopté une stratégie nationale de santé communautaire en 2018 et recruté quelque 17 000 auxiliaires, dans les villages enclavés de ce pays de 21 millions d'habitants.

VARIOLE DU SINGE :

les infectiologues se félicitent de l'élargissement de la vaccination préventive aux groupes les plus exposés



La mesure vise principalement les hommes ayant des relations sexuelles multiples avec des hommes. Elle était aussi attendue par les associations LGBT+. Le gouvernement va élargir la vaccination préventive aux groupes les plus exposés au virus monkeypox. Les catégories éligibles sont les hommes ayant des relations sexuelles multiples avec des hommes (HSH), les personnes trans qui déclarent aussi avoir des partenaires sexuels multiples, les « personnes en situation de prostitution » et les « professionnels exerçant dans les lieux de consommation sexuelle ». Cette décision intervient à la suite de l'avis émis vendredi 8 juillet par la Haute Autorité de santé (HAS), qui estimait que la vaccination peut aussi être envisagée au cas par cas pour

les professionnels amenés à prendre en charge les personnes malades. Cette instance avait été saisie par la direction générale de la santé sur la pertinence d'élargir la vaccination. Celle-ci ne concerne donc plus seulement les personnes ayant eu un contact avec une personne infectée mais se verra dorénavant proposée aux personnes exposées au virus du fait de leurs pratiques sexuelles ou de leur profession. En France, le 7 juillet, 721 cas de variole du singe ont été confirmés, dont 473 en Ile-de-France. A ce jour, 98 % des cas sont survenus chez les HSH et 75 % de ces hommes déclarent avoir eu au moins deux partenaires sexuels dans les trois semaines avant l'apparition des symptômes.

Vacciner au-delà des sujets contacts

« Voilà deux semaines que la communauté des infectiologues attendait cette annonce de la HAS. Nous sommes très satisfaits, d'autant que cela est effectif dans d'autres pays, dont le Canada », déclare le docteur Romain Palich, infectiologue à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. Depuis le 11 juin, les autorités sanitaires de Toronto proposent, en association avec l'association Gay Men's Sexual Health Alliance, de vacciner les sujets contacts ainsi que ceux présentant un risque élevé d'exposition au virus, dont les employés de saunas. Suivant les recommandations du ministère de la santé de l'Ontario, elles parlent de HSH « ayant eu deux partenaires sexuels ou plus au cours des vingt et un derniers jours ». « Il était devenu impératif de tenter de limiter la diffusion du virus en vaccinant préventivement les populations les plus exposées », estime le Dr Palich. « Il était devenu impératif de tenter de limiter la diffusion du virus en vaccinant préventivement les populations les plus exposées », estime le Dr Palich. Et d'ajouter qu'« un nombre important de personnes vues en dépistage et ayant un diagnostic avéré de monkeypox ont participé à des événements festifs ou à des soirées. Ils ont eu des rapports sexuels ou une grande proximité physique. Ces sujets contacts sont loin d'être toujours traçables ».

AFRIQUE DU SUD:

Les adolescentes et les jeunes femmes, premières victimes des contaminations au VIH

Premier foyer de l'épidémie de VIH au monde, l'Afrique du Sud est également l'un des pays les plus violents envers les femmes. La maladie reste taboue et la rudesse du système de soins public frappe durement les jeunes filles. Abigail était follement amoureuse. Quand elle est tombée enceinte, son petit ami est devenu de plus en plus jaloux. Il l'a frappée. Abigail est restée. Son frère a tenté de l'avertir : « Ce gars-là voit d'autres filles. » Elle n'a rien voulu entendre. Puis elle l'a surpris avec une femme. Elle a pardonné. Il a eu un enfant avec une autre. Abigail n'a jamais porté plainte, pour les coups, mais elle a fini par partir. « J'ai compris que, si ça continuait, j'allais tomber malade », raconte la jeune femme de 22 ans. Peu de temps après avoir quitté son petit ami, elle a poussé la porte de Childline, une association de soutien aux adolescents dans le township de Soshanguve, au nord de la capitale sud-africaine, Pretoria. Abigail a mis un moment avant de se décider. « J'avais peur d'être jugée mais, ici, on ne te juge pas, parce qu'on sait que la plupart des filles traversent la même chose », dit-elle comme une évidence. L'Afrique du Sud est l'un des pays les plus violents au monde envers les femmes. En 2017, le pays affichait un taux de féminicides cinq fois supérieur à la moyenne mondiale, d'après les Nations unies. Un an plus tard, Abigail a repris confiance et c'est elle, désormais, qui conseille aux filles du quartier de mettre fin aux relations toxiques. Mais la jeune femme sait qu'elle a eu de la chance. Des mois après l'avoir mis en garde sur les risques de maladies sexuellement transmissibles, sa sœur lui a confié être séropositive. « C'est à ce moment-là que j'ai compris à quel point c'était facile de l'attraper. Ma sœur est quelqu'un de timide, je n'aurais pas pensé que ça pourrait lui arriver. »

La peur des jugements

Comme beaucoup de jeunes séropositifs, la sœur d'Abigail n'a parlé à personne de son statut, par peur des jugements, elle aussi. Elle est pourtant loin d'être un cas isolé. Chaque semaine, plus de 1 600 nouvelles contaminations sont détectées chez des adolescentes et des jeunes femmes, soit un tiers de l'ensemble des nouvelles contaminations en Afrique du Sud. Entre 15 ans et 24 ans, elles sont trois fois plus susceptibles de contracter le VIH que les hommes du même âge. « Beaucoup de jeunes femmes sont contaminées après avoir subi des violences sexuelles ou une forme de contrainte. Et ce sont elles qui en subissent le préjudice, pas les agresseurs qui les ont contaminées », analyse la docteure Nataly Woollett. Psychologue spécialiste des traumatismes, elle a mené une étude sur la perception des services de santé par de jeunes séropositifs, et travaille actuellement auprès de jeunes femmes enceintes victimes de violences. « Les infirmières ne les respectent pas, les filles sont accusées d'être frivoles, indisciplinées, ou de ne pas avoir de morale », dit-elle. « Dans les cliniques, en général, on te dit que tu ne peux t'en prendre qu'à toi, parce que tu as eu plusieurs partenaires. Tu t'attendais à quoi ? Parfois, certains ricanent en voyant le traitement que tu viens chercher et, dans l'heure qui suit, tout le quartier est au courant », ajoute Abigail. Si l'Afrique du Sud est le premier foyer de l'épidémie de VIH au monde – 7,8 millions de personnes vivent avec le virus –, la maladie reste taboue, et la rudesse du système de soins public, saturé, frappe les adolescents plus durement encore que les adultes.

Le secteur de la solidarité œuvre pour transmettre le message des moudjahidine et Chouhada

Le secteur de la solidarité nationale œuvre pour transmettre le message des moudjahidine et des Chouhada aux générations montantes, a affirmé dimanche de Khenchela la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou. “Le secteur de la solidarité nationale œuvre, par le biais des établissements qui en dépendent, pour préserver la communication entre les générations en transmettant le message de la génération de novembre 1954 aux générations de l’indépendance”, a affirmé la ministre lors de sa visite au monument commémoratif dédié au Chahid Ali Souaï, sis au siège du commandement de la wilaya-I historique dans la commune de Lamsara (100 km au Sud de Khenchela). Mme Krikou a, à l’occasion, pris part à une cérémonie de solidarité tenue à l’occasion de l’Aïd El Adha et du soixantenaire de la double fête de l’indépendance et de la jeunesse à l’intention des enfants de l’établissement de l’enfance assistée “Chahid Merrah Benbelga-



cem” d’El Hamma, des pensionnaires du foyer pour personnes âgées “Chahid Benamara El Ayach” de Khenchela et de moudjahidate. Le message des Chouhada et des moudjahidine, a-t-elle souligné, “est chargé de sens et d’émotion et l’on doit le préserver car c’est un legs emprunt d’hôn-

teté et de loyauté qu’il faut transmettre aujourd’hui à nos enfants. La génération de l’indépendance a l’obligation de le préserver”. La ministre s’est dite “fière de visiter le siège du commandement de la Wilaya I historique à Lamsara et de partager la joie de l’indépendance avec des moudjahidate, des

moudjahidine et des enfants de divers établissements relevant du secteur de la solidarité nationale. Elle a exhorté les enfants d’être “les meilleurs héritiers des meilleurs aïeux pour la préservation du lien entre les générations”. Mme Krikou a suivi auparavant un exposé sur le projet de réhabilitation du monument historique du Chahid Ali Souaï, dans la commune de Lamsara, inscrit au titre du programme complémentaire de développement de la wilaya de Khenchela et dont les travaux ont démarré dernièrement. La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a rendu visite samedi soir, au niveau de l’aéroport Mohamed-Boudiaf de Constantine, aux femmes travaillant à la compagnie Air Algérie, dont notamment les hôtesses de l’air, avant de présider une cérémonie en l’honneur des femmes fonctionnaires des Douanes algériennes et de la Sûreté nationale assurant des permanences durant la fête de l’Aïd El Adha.

CHLEF:

“Aarfa”, une tradition de solidarité à l’occasion de l’Aïd El Adha



La tradition de “Aarfa” célébrée le jour de l’Aïd El Adha et à laquelle les enfants, imprègnent une ambiance festive et d’entraide en dessinant une joyeuse fresque de solidarité et d’entraide, est un héritage culturel et sociétal que les familles chelifiennes tiennent à préserver en la perpétuant dans la région du bassin de Chlef.

Basée sur le principe du partage et visant à inculquer des valeurs nobles et les bonnes manières aux jeunes, Aarfa constitue une halte sociale importante d’entraide entre les différentes couches de la société et de pardon, car les gens en profitent pour se réconcilier, mettant un terme aux querelles. La célébration de cette tra-

dition débute dans la matinée du jour de “Aarfat” avec les enfants qui se constituent en groupes pour se rendre dans les foyers en entonnant un chant populaire du patrimoine local. Un poème chanté pour solliciter la générosité des familles en leur demandant de donner ce qui est disponible et de le partager avec les autres. Cette joyeuse procession se termine chez la plus grande famille de la région, laquelle se chargera de préparer un repas et de le distribuer aux nécessiteux et à la population en général. Les chérubins reviennent à la charge le premier jour de l’Aïd, pour collecter, toujours en chantant la fameuse chanson de Aarfa qui invite les gens à la générosité, des dons au profit des familles nécessiteuses et des orphelins. La manifestation s’achève par l’organisation d’un repas collectif et la distribution de dons aux nécessiteux et aux participants à cette opération de solidarité. Dans la région de Labiod Medjadja (nord-est de Chlef), Mme Berberi Khaira, reçoit chez elle un groupe d’enfants qui célèbrent Aarfa, toute sou-

riante de contribuer à perpétuer cette tradition ancestrale qui sème les valeurs de partage et d’entraide, a-t-elle dit. Aarfa qui est célébré annuellement dans plusieurs régions du bassin de Chlef, cultive non seulement les principes d’entraide et de solidarité au sein de la société, elle crée aussi une opportunité pour renforcer les liens sociétaux et familiaux, a-t-elle poursuivi. De son côté Ben Ali Cherchar n’a pas hésité à répondre à l’appel de “Aarfa” en remettant des denrées alimentaires aux quêteurs considérant que cet héritage social reflète les valeurs de bienveillance et de tolérance portées par l’Islam, que les ancêtres partagent à travers cette tradition, entre autres. Outre la culture de solidarité que cette manifestation vise à ancrer au sein de la société, elle est aussi une occasion pour préserver le patrimoine culturel matériel, puisque les enfants portent, pour la circonstance, des vêtements traditionnels, ce qui crée une atmosphère exceptionnelle qui allie la préservation du patrimoine et entraide.

DROGUE:

Tirer la sonnette d’alarme en vue de juguler ce fléau

À ce titre, le président du Cndh, Abdelmadjid Zaâlani, a estimé que «l’organisation de cette journée d’étude et de sensibilisation, se voulait l’occasion de tirer la sonnette d’alarme en vue de juguler ce fléau. Le droit à la vie de tout individu, mis en péril par la drogue, exige de faire face à toutes formes de trafic de ces poisons». Le fait étant, que les effets de ce phénomène peuvent être à l’origine d’autres fléaux tels que la violence sur toutes ses formes, le grand banditisme, la prostitution et le vandalisme pour ne citer que ceux-là. D’où la nécessité de doter la lutte de nouveaux moyens, plus efficaces, pour identifier les causes de ce fléau, et développer la recherche des solutions correspondantes. Une tâche qui nécessite des ouvertures sur d’autres modèles de lutte, en vue de coopération et d’échanges, dans le but d’établir des stratégies efficaces contre les trafics qui menacent constamment nos frontières. Une menace permanente qui, en plus de nourrir ce fléau, tente de porter atteinte à la stabilité du pays, en ciblant l’une des grandes forces de la nation, à savoir la jeunesse. Autant dire que la lutte contre la drogue prend des proportions qui imposent une grande mobilisation. C’est dans cet ordre d’idées que le représentant de l’Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt), Fateh Daoudi a indiqué que «l’Algérie oeuvre à coordonner ses efforts avec les différents organes internationaux afin de faire face au phénomène de trafic illicite des drogues, notamment avec le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime (Unodc)». Ce dernier n’a pas manqué de rappeler que «le bureau onusien «mentionne dans son rapport annuel que le Maroc est le premier producteur de cannabis en Afrique, et l’un des premiers pays producteurs de cette substance au niveau mondial». À cela s’ajoute l’importance de renforcer les actions de prise en charge et de sensibilisation, comme le précise le même responsable, «l’Algérie ne ménage aucun effort en vue de soutenir les infrastructures et les centres de désintoxication. Plus de 45 centres au niveau national sur un total de 53 centres doivent être réalisés».

AVALANCHE EN ITALIE : Le bilan passe à 11 morts

Les autorités italiennes ont annoncé que le bilan des victimes de l’avalanche dans les Alpes du nord est passé à 11 alpinistes, précisant que toutes les victimes ont été identifiées. Un précédent bilan faisait état de 10 morts. L’officier Giampetro Lago, qui dirigeait une équipe d’experts médico-légaux pour identifier les corps, a déclaré, samedi dans un communiqué que “toutes les victimes ont été identifiées près d’une semaine après la rupture d’un glacier, provoquant la chute d’un torrent de glace, de rochers et de débris sur les grimpeurs en contrebas”, selon la même source. Le glacier avait été fragilisé par le réchauffement climatique ainsi que par des températures record enregistrées cette année en Italie, 10 C au sommet de la Marmolada la veille de la catastrophe. Les fortes chaleurs ont accéléré sa fonte et l’eau s’est accumulée sous la calotte glaciaire, la rendant instable.

AFRIQUE DU SUD : Quatre morts lors d’une fusillade dans un bar dans l’Est

Quatre personnes ont été tuées samedi soir dans une fusillade dans un bar de Pietermaritzburg, dans l’Est de l’Afrique du Sud, a indiqué la police. La fusillade a éclaté vers 20h30 dans un bar de la ville et a fait quatre morts et huit blessés, a confirmé le porte-parole local de la police, Ngobile Gwala, alors qu’une autre fusillade a fait 14 morts à Soweto, près de Johannesburg, dans la nuit. “A 20h30, un groupe de personnes buvaient des verres dans une taverne et une voiture s’est garée devant”, a précisé le lieutenant-colonel dans un communiqué. “Deux hommes ont sauté de la voiture, sont entrés dans le bar et ont ouvert le feu indistinctement sur les clients”, a-t-il ajouté. Douze personnes ont été touchées, deux sont mortes sur place et deux autres sont décédées dans la foulée à l’hôpital, a-t-il encore précisé. Les huit autres restent hospitalisées. Les personnes tuées ont entre 30 et 45 ans. Une enquête a été ouverte.

La décharge publique de Oued S’mar érigée en jardin public

La décharge publique de Oued S’mar a été transformée en jardin public de détente et de loisirs qui s’étend sur 45 hectares, réhabilitée en pôle environnemental au moyen de technologies modernes, en attendant son ouverture aux visiteurs après le parachèvement des procédures nécessaires. Dans une déclaration à l’APS, le chef de département de l’élimination des déchets anarchiques à l’Agence nationale des déchets (AND), Chakib Rouabah a affirmé que “la décharge réhabilitée à Oued S’mar est un projet environnemental, les déchets étant exploités, valorisés et convertis en énergie nécessaire à la vie humaine”. L’utilisation des technologies de pointe a permis de transformer la décharge, qui recevait depuis 1978 toutes sortes de déchets, en un jardin florissant qui comprend des arbres sur une superficie de 20 hectares, en plus de 11 hectares de gazon naturel et 9 hectares réservés à la promenade. Afin d’assurer le confort des visiteurs, le parc a été pourvu de 350 bancs publics, 20 auvents en bois, 5 commerces de produits alimentaires, des sanitaires (4), ainsi qu’un centre d’exposition de produits traditionnels, outre 220 lampadaires, a précisé le responsable. En vue d’assurer l’énergie nécessaire à l’éclairage et à l’irrigation, M. Rouabah a indiqué que le jardin dispose de 18 millions m3 de déchets enfouis transformés en énergie du fait de



leur dégradation, relevant que ces déchets sont exploités en vue d’assurer l’électricité et l’eau en recourant aux nouvelles technologies. Précisant que le jardin comprend un système doté en techniques de pointe en vue de traiter les biogaz résultant des déchets qui sont transformés en énergie électrique pour l’éclairage du jardin, le même responsable a indiqué qu’il est procédé sur le même lieu au traitement du lixiviat avec une capacité de 720 m3 par jour. Concernant l’irrigation des arbres, le responsable a indiqué que 80%

de lixiviat sont rassemblés dans les bassins en vue de leur transformation en eaux pures (utilisées pour nettoyer le jardin et irriguer les arbres de décoration), tandis que les 20% restants, ils sont regroupés sous forme de boue qui est préservée dans un bassin dans l’attente de son évaporation sous l’effet de la chaleur. En outre, un système d’irrigation au goutte à goutte a été mis en place, de même que deux réservoirs d’eau (chacun avec un volume de 150 m3) avec forage d’un puits d’une profondeur de 400 mètres.

Derrière la dette de Recylex, le minier suisse Glencore

La justice française a validé, mercredi 6 juillet, l'offre de reprise de deux usines du spécialiste du recyclage des métaux Recylex, dans le Nord et dans le Rhône, par le belge Campine NV. Le tribunal de commerce de Paris a validé, mercredi 6 juillet, la cession partielle des activités industrielles de Recylex au belge Campine NV pour quatre millions d'euros. C'est moins de 10 % de la dette de l'entreprise de recyclage de métaux, principalement due au suisse Glencore. Cette décision fait suite à la mise en redressement judiciaire de Recylex en mai. La reprise, par le groupe belge, des sites de recyclage de batteries au plomb d'Escaudœuvres (Nord), de Villefranche-sur-Saône (Rhône) et de leur soixantaine de salariés s'accompagne du transfert à Campine NV de la participation de Recylex dans la société C2P (recyclage de plastiques et polypropylènes), également basée à Villefranche-sur-Saône. Metaleurop, dont le nom reste lié à l'histoire industrielle du nord de la France, était devenu Recylex en 2007. C'était quatre ans après la fermeture particulièrement brutale de la plus ancienne fonderie de plomb d'Europe, créée en 1894 à Noyelles-Godault, dans le bassin minier du Pas-de-Calais. Il n'avait, en effet, fallu que sept ans à Glencore, un des leaders mondiaux du commerce des métaux, pour vider de sa substance Metaleurop Nord, dont il était devenu l'actionnaire principal via Metaleurop SA, sa maison mère. En janvier 2003, c'est par un fax lapidaire qu'elle provoquait la stupeur en annonçant la fermeture, du jour au lendemain, de la fonderie nordiste. Elle abandonnait à leur sort 830 salariés sans indemnités de licenciement. Jacques Chirac, alors président de la République, avait dénoncé des « méthodes de patrons voyous ». Metaleurop laissait aussi une pollution irréversible des sols au plomb et au cadmium. Coté en Bourse sur l'Euronext Paris – son cours a été suspendu en 2020 –, Recylex est détenu à 29,76 % par Glencore Finance Ltd, une société de la galaxie Glencore, immatriculée aux Bermudes. Le client quasi unique pour son activité plomb est Nordenham Metall GmbH, une filiale de Glencore International AG. Recylex est endetté à hauteur de 68,4 millions d'euros, en intégrant les provisions pour risques et passifs environnementaux. Dans cette dette, on retrouve notamment Glencore International AG pour un emprunt de 18,2 millions d'euros (avec les intérêts capitalisés), une clause de retour à meilleure fortune dont le principal créancier est encore Glencore (3,5 millions d'euros) et une amende pour entente de 25,6 millions d'euros infligée par la Commission européenne.

Après Elon Musk, Jeff Bezos attaque Joe Biden sur ses recettes pour faire baisser le prix de l'essence

Le président des Etats-Unis est vertement critiqué par le milliardaire à l'occasion du long week-end du 4-Juillet, la fête nationale, et alors que les Américains sont exaspérés par les prix de l'essence. Elon Musk et Jeff Bezos, les deux hommes les plus riches du monde, font la course à l'espace. Mais depuis quelques mois, ils font aussi le concours du meilleur opposant à Joe Biden. M. Musk, le patron de Tesla est partie avec quelques longueurs d'avance, furieux que le président démocrate ne mentionne pas son entreprise quand il évoquait les véhicules électriques sous prétexte que Tesla n'a pas de syndicats. En mai, l'entrepreneur l'avait même accusé de ne pas être vraiment aux manettes :

« Le vrai président est celui qui contrôle le téléprompteur ».

Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, rattrape son retard sur un sujet majeur, l'inflation et le prix de l'essence. Avant le long week-end du 4-Juillet, la fête nationale américaine, Joe Biden a tenté d'apaiser les Américains, furieux que le prix de l'essence atteigne 5 dollars (4,90 euros) le gallon (3,8 litres) : « Mon message aux entreprises qui exploitent des stations-service et qui fixent le prix à la pompe est simple : nous sommes en temps de guerre et de péril mondial. Réduisez le prix que vous facturez à la pompe pour refléter le coût que vous payez pour le produit. Et faites-le maintenant. » La réplique de Jeff Bezos a été immédiate : « L'inflation est un problème bien trop important pour que la Maison Blanche continue à faire des déclarations comme celle-là.

La réforme de la fiscalité mondiale décalée à juillet 2023



Réuni à Bali, les 15 et 16 juillet, le G20 finances doit avaliser un report du calendrier portant sur la finalisation des règles de partage des profits des multinationales. « Reculer pour mieux sauter » : les 15 et 16 juillet, à Bali, le G20 finances, qui réunira les ministres des finances des 19 pays les plus riches plus l'Union européenne (UE), devrait faire sienne cette sage citation. Il devrait fixer, à juillet 2023 au lieu d'octobre 2022, la finalisation du « pilier un » de la réforme de la fiscalité mondiale conçue par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – ce big bang

fiscal qui doit neutraliser les paradis fiscaux et répartir plus équitablement l'impôt des plus grandes multinationales entre Nord et Sud. C'est en effet le souhait du « cadre inclusif » de l'OCDE, ce groupe de 140 pays où se discute la réforme et qui vient d'en voter le principe. L'annonce de ce nouveau calendrier figure dans le « Rapport sur la fiscalité du secrétaire général de l'OCDE » – Mathias Cormann, l'ex-ministre des finances (2012-2020) d'Australie, en poste depuis juin 2021 – qui sera remis aux ministres du G20 et qui fait le point sur les chantiers en cours et les grandes avancées. De

quoi s'agit-il concrètement ? Alors que le « pilier deux » de cette réforme est fin prêt pour un déploiement et porte sur la création d'un impôt minimum mondial à 15 % (au lieu de 0 % actuellement dans les paradis fiscaux), ce « pilier un » doit compléter et fixer de justes clés de partage des mégaprofits réalisés par les multinationales, entre leur pays d'origine (celui de leur siège social) et ceux où elles réalisent véritablement leurs profits (les pays où se trouvent leurs marchés et leurs clients).

Obstacle de taille

Il s'agit, en clair, d'introduire de l'équité fiscale dans le système. Les mégaprofits correspondent, en fait, aux bénéfices comptabilisés au-delà d'un certain seuil et considéré comme des excès de profits, partageables. Or, si l'écriture du « pilier un » est bien avancée, un obstacle de taille se dresse sur la route de sa possible adoption, en octobre, au niveau mondial : les élections américaines de mi-mandat, prévues le mois suivant aux Etats-Unis, qui viennent créer de l'incertitude politique et rendent aléatoire le vote du texte outre-Atlantique. Mieux vaut donc, selon les artisans du projet, se caler sur l'agenda du géant américain, soutien indispensable à la réforme, et opter pour un report à la mi-2023. Ce faisant, l'OCDE entend mettre à profit les huit mois à venir pour tenter d'obtenir un vote favorable au Congrès américain et sécuriser juridiquement le projet de réforme. Ainsi, un document détaillé de quatre-vingts pages, faisant le bilan des travaux déjà effectués sur les règles de partage composant ce « pilier un », est soumis à la consultation publique, de manière transparente, jusqu'au 19 août.

Le Zimbabwe touché par une nouvelle vague d'hyperinflation

L'invasion de l'Ukraine, conjuguée au marché noir des devises, a fait chuter le dollar zimbabwéen, plombant un peu plus l'économie de ce pays qui souffre depuis une vingtaine d'années de pénuries d'argent et de nourriture. Emina Chishangwe ne sait plus quand elle a mangé de la viande pour la dernière fois. « C'est devenu un luxe », dit cette femme de 57 ans qui tient un petit étal de légumes près de Harare. L'hyperinflation attaque les revenus au Zimbabwe, pays où le taux d'inflation est le plus élevé au monde. Et pour Steve Hanke, professeur d'économie à l'université américaine Johns-Hopkins, cela ne pourra être corrigé que par l'adoption totale du dollar américain. La situation s'est aggravée cette année. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, conjuguée au marché noir des devises, a fait chuter la valeur du dollar zimbabwéen. « Le marché parallèle est en grande partie responsable de l'inflation galopante », explique à l'AFP Joseph Mverechea, économiste en chef d'AgriBank. L'économie du pays est plombée depuis une vingtaine d'années, marquée par des pénuries d'argent et de nourriture. Méfiants, les gens ont troqué leur argent liquide contre des dollars américains, faisant chuter encore la monnaie locale. L'inflation a atteint 191,6 % en juin, contre 60 % au début de l'année. Cinq kilos de pilons de poulet valent désormais 65,22 dollars (64 euros), soit l'équivalent du salaire mensuel moyen d'un fonctionnaire. Emina Chishangwe et ses deux fils adultes, qui vivent à Chitungwiza, cité dortoir pauvre au sud de la capitale, font deux repas quotidiens au lieu de trois, à base d'épaisse bouillie de maïs et de chou friture ou de minuscules sardines séchées. Le prix du carburant a obligé Edwin Matsvai à passer d'un 4x4 à un modèle plus économique. Ses amis se sont moqués, « mais maintenant certains envisagent de faire pareil », raconte ce vendeur chez un concessionnaire. Le litre d'essence est passé de 1,41 dollar en janvier à 1,77 dollar ce mois-ci.

« Troubles anxieux et abus d'alcool »



Les Zimbabwéens ont survécu aux pires difficultés en 2008 lorsque, face à l'inflation, la banque centrale a dû émettre un billet de mille milliards de dollars locaux. Pour la psychiatre Isabel Chinoperekwei, qui a un cabinet privé à Harare, l'écart croissant entre revenus et coût de la vie a des répercussions : « Je vois beaucoup de personnes que ce contexte accable, entre dépression, troubles anxieux et abus d'alcool. » Beaucoup accusent le gouvernement. « Les vieux nous ont laissé tomber », dit Edwin Matsvai : « S'ils ne font pas quelque chose rapidement pour l'économie, ça va leur coûter cher » aux élections prévues l'an prochain. Déjà, lors de législatives partielles en mars, la Zanu-PF, au pouvoir, a perdu du terrain face à la Coalition des citoyens pour le changement (CCC), parti d'opposition formé trois mois plus tôt. Selon plusieurs experts, le paysage actuel ressemble furieusement à la crise ayant précédé les élections de 2008, au cours desquelles l'ex-dirigeant Robert Mugabe faillit perdre le pouvoir. « Les gens qui gagnent des salaires de misère, les chômeurs et tous ceux qui ressentent les effets de la hausse du coût de la vie ont perdu confiance dans la Zanu-PF », résume Takavafira Zhou, politologue à l'université de Masvingo. Ils

espèrent « un nouveau gouvernement qui leur permettrait de souffler ». La Zanu-PF est au pouvoir depuis 1980, quand le régime colonial britannique a pris fin. L'actuel président, Emmerson Mnangagwa, a succédé à Mugabe lors d'un coup d'Etat en 2017, s'engageant à redresser l'économie moribonde. Le risque électoral pousse désormais la Zanu-PF à des « mesures frénétiques » pour freiner la hausse des prix qui paupérise encore davantage des millions de gens, affirme l'économiste Prosper Chitambara. « Il n'y a pas un parti au pouvoir dans le monde qui s'en sort dans un environnement d'inflation chronique élevée », relève le chercheur. Le mois dernier, le ministre des finances, Mthuli Ncube, a annoncé des mesures monétaires, notamment le maintien du double usage du dollar américain, adopté après l'hyperinflation de 2008, et du dollar zimbabwéen, réintroduit en 2019. Les taux d'intérêt minimaux ont plus que doublé pour atteindre 200 % la semaine dernière. Le pays introduit aussi des pièces d'or « comme réserve de valeur » à partir du 25 juillet. Mais ces mesures concernent les riches, non « les citoyens ordinaires, ceux qui luttent et vivent au jour le jour », note l'économiste.

ROYAUME-UNI : British Airways annule encore des centaines de vols cet été

La compagnie aérienne British Airways a annoncé mardi annuler des centaines de vols supplémentaires cet été. La compagnie qui peine à suivre le redécoupage du trafic et opérait déjà un programme de vol « allégé » depuis plusieurs mois, à cause notamment d'un manque de personnel a précisé qu'il « était devenu nécessaire de réduire d'avantage le programme de vols ». British Airways, qui opérait quelque 850 vols quotidiennement avant la pandémie de Covid-19, avait déjà amaigri de 10% ses opérations pour la période d'avril à octobre, et ces nouvelles annulations porteront la réduction à 11% au total. « Nous sommes en contact avec les clients (concernés) pour nous excuser et leur proposer de réserver (sur un autre vol) ou de procéder à un remboursement complet », a assuré la compagnie mardi. Depuis la levée des restrictions sanitaires dans de nombreux pays, notamment au Royaume-Uni, en début d'année, les transporteurs font face à des difficultés pour répondre à une demande en forte hausse, principalement à cause de difficultés à recruter. Les aéroports britanniques ont connu des semaines de chaos, en particulier lors des longs week-ends du printemps, avec des files d'attente à rallonge et des centaines de vols annulés. Compagnies aériennes et aéroports avaient licencié des milliers de personnes au plus fort de la pandémie de Covid-19. British Airways avait supprimé quelque 10.000 emplois.

« L'Occident est en train d'entrer en récession »

Joachim Fels, conseiller économique de Pimco, le plus gros gérant obligatoire au monde, estime que la hausse des taux d'intérêt et la guerre en Ukraine font plonger la croissance. Joachim Fels ne cache pas son pessimisme. Le conseiller économique de Pimco, le plus grand gestionnaire obligatoire au monde, estime que la croissance en Europe et aux Etats-Unis va plonger dans les mois qui viennent. « Nous sommes de facto déjà en stagflation et en train d'entrer en récession », estime-t-il dans un entretien au Monde. L'Allemand, qui vit en Californie et était de passage à Londres, siège au comité d'investissement de Pimco, vendredi 8 juillet. A ce titre, il doit orienter les quelque 2 000 milliards de dollars d'encours (1 960 milliards d'euros) de ce géant de la gestion d'actifs. C'est environ sept fois plus que le budget de l'Etat français. Son principal travail est de détecter les tendances sur les années à venir. Ce qu'il constate n'est guère rassurant. A court terme, l'inflation – et le resserrement monétaire qui l'accompagne – explique le violent coup de frein sur la croissance occidentale. La séquence d'événements est désormais bien connue : à la sortie de la pandémie de Covid-19, les chaînes logistiques étaient complètement désorganisées, créant des pénuries de biens (les puces électroniques, notamment) et un renchérissement des prix. A ce premier choc s'est ajoutée la guerre en Ukraine, qui a provoqué une flambée des matières premières (pétrole, gaz, produits agricoles...). Pour faire face à cette envolée de l'inflation, les banques centrales, à commencer par la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed), augmentent leurs taux. « On est à 8,6 % d'inflation aux Etats-Unis et en zone euro, ce qui est vraiment très loin de l'objectif de 2 % des banques centrales. Celles-ci n'ont pas d'autre choix que de durcir leur politique monétaire », estime M. Fels.

ASSAUT DU CAPITOLE :

Steve Bannon, l'ex-conseiller de Donald Trump, se déclare prêt à témoigner

L'ancien stratège de la Maison Blanche est poursuivi pour avoir refusé de coopérer avec la commission spéciale de la Chambre des représentants, qui enquête sur l'assaut mené le 6 janvier 2021 par les partisans de l'ancien président républicain. Le revirement est spectaculaire. Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump, s'est déclaré prêt à comparaître devant la commission spéciale de la Chambre des représentants qui enquête sur l'assaut mené sur le Capitole, le 6 janvier 2021 par les partisans de l'ancien président américain. Les membres de la commission ont dit, dimanche 10 juillet, avoir appris cette décision par une lettre d'un avocat de Steve Bannon qui est poursuivi pour avoir refusé depuis des mois de témoigner et de transmettre des documents à ladite commission. Cette dernière – qui compte sept démocrates et deux républicains – se réunira notamment jeudi 14 juillet pour examiner la période de plus de trois heures pendant laquelle Donald Trump n'a pas agi alors qu'une foule de ses partisans prenait d'assaut le Capitole. Elle se prépare à diffuser certaines révélations contre l'ex-président. Le témoignage de Steve Bannon serait donc extrêmement précieux. « Je m'attends à ce que nous entendions parler de lui, et nous avons de nombreuses questions à lui poser », a déclaré la représentante démocrate Zoe Lofgren. Jusque-là, l'ancien stratège de la Maison Blanche brandissait l'argument du privilège exécutif, invoqué par Donald Trump, pour justifier son refus de coopérer. Ce privilège, simple principe non défini par la loi, protège la confidentialité des échanges entre le président et ses proches.

La fin du privilège exécutif

La commission soutient qu'une telle défense est douteuse car, au moment des faits, Steve Bannon n'était plus conseiller du président – poste quitté en 2017 –, mais animateur d'un podcast conspirationniste immensément populaire. Selon la commission, Steve Bannon était donc un simple citoyen lorsqu'il conseillait Donald Trump à la veille de l'émeute du 6 janvier 2021. D'après une lettre reçue par l'avocat de Steve Bannon, samedi, l'ancien président républicain – qui dénonce en permanence l'impartialité de la commission d'enquête – a déclaré qu'il renonçait à ce privilège exécutif. « Si vous parvenez à un accord sur une heure et un lieu pour votre témoignage, je renoncerai au privilège exécutif pour vous, ce qui vous permet d'aller témoigner honnêtement et équitablement, conformément à la demande de la commission non élue de voyous et de pirates politiques, » est-il écrit dans la lettre. Depuis l'ouverture des audiences, la commission d'enquête a entendu de très nombreuses personnes liées à l'attaque du Capitole. Le mardi 28 juin, le témoignage de Cassidy Hutchinson, ex-assistante de Mark Meadows, le chef de cabinet du président lors des derniers mois de son administration, a révélé le rôle explosif de Donald Trump dans les émeutes. Le représentant démocrate Jamie Raskin a suggéré que Steve Bannon « avait changé d'avis, et après avoir vu, vraisemblablement, toutes ces personnes se manifester, y compris Cassidy Hutchinson, a décidé qu'il voulait venir ».

Il pourrait choisir de ne pas répondre aux questions

La commission souhaite entendre Steve Bannon parce qu'il « avait des connaissances précises sur les événements prévus pour le 6 janvier avant qu'ils ne se produisent ». Elle cite en exemple des propos qu'il avait tenus sur son podcast, la veille de l'émeute. « Ça ne va pas se passer comme vous pensez que ça va se passer. O.K., ça va être assez extraordinairement différent. Tout ce que je peux dire, c'est de bien s'accrocher », avait-il déclaré dans le programme. « L'enfer va se déchaîner demain. (...) Tant de gens ont dit : "Mec, si j'étais dans une révolution, je serais à Washington." Eh bien, c'est votre époque dans l'histoire », avait-il ajouté. Néanmoins, le degré de coopération dont fera preuve Steve Bannon devant la commission spéciale est inconnu. Il souhaiterait plutôt comparaître lors d'une audience publique devant la commission, mais cette dernière précise qu'il doit d'abord passer par un entretien privé, généralement dans le cadre d'une déposition sous serment. Il est possible que l'ancien stratège choisisse de comparaître mais refuse de répondre aux questions, invoquant le cinquième amendement de la Constitution américaine, contre l'auto-incrimination.

SRI LANKA :

Après la « prise de la Bastille », plongée dans l'inconnu



Sous la pression de la rue, le président, Gotabaya Rajapaksa, et son premier ministre, Ranil Wickremesingha, ont pris la fuite et promis de démissionner dans les prochains jours. Après une nouvelle nuit d'occupation du palais présidentiel dans le calme par la population, malgré des rumeurs d'intervention de l'armée, les Sri-Lankais retenaient toujours leur souffle, lundi 11 juillet. Leur pays, où les pénuries rendent la vie impossible, a basculé dans l'inconnu, samedi, lorsque les manifestants ont pris d'assaut les symboles du pouvoir, à Colombo. Cependant, si le président, Gotabaya Rajapaksa, désormais en fuite, a annoncé dans la foulée qu'il quitterait le pouvoir quatre jours plus tard, et que le premier

ministre, Ranil Wickremesingha, a proposé d'en faire de même, aucun des deux hommes n'a encore officiellement démissionné. M. Rajapaksa s'est réfugié dans un lieu tenu secret, après avoir été forcé de fuir sa résidence de Colombo, la capitale, envahie par la foule, samedi. Depuis, l'homme fort du Sri Lanka n'a pas pris la parole et a annoncé son intention de quitter le pouvoir par la voix du président du Parlement, Mahinda Yapa Abeywardena, puis du bureau du premier ministre, lundi. Après plus de trois mois de contestation, la nouvelle de ces démissions a déjà un parfum de victoire, malgré les doutes qui demeurent. « Je suis très fier de ce que le peuple sri-lankais a accompli, nous sommes en train

de renverser le gouvernement, mais l'heure n'est pas encore aux célébrations », prévient Hiranya Cooray, une trentenaire de Colombo, jointe par téléphone. En raison des pénuries de carburant qui frappent l'île, elle a parcouru 10 kilomètres à pied pour participer à la manifestation organisée samedi dans la capitale. Le Sri Lanka traverse une crise économique et financière sans précédent, imputée au clan Rajapaksa, qui domine la vie politique depuis près de deux décennies. Poussés à bout par des mois de privations, samedi, des dizaines de milliers de Sri-Lankais ont afflué à Colombo, pour participer à une journée de mobilisation décisive. Ils sont arrivés en bus, en train, à bicyclette ou encore à pied, déterminés à se rendre dans la capitale pour demander, comme ils le font depuis la fin du mois de mars, la démission du président, Gotabaya Rajapaksa.

Spectacle inédit, potache et dramatique

A la mi-journée, les manifestants ont forcé les barricades de police et fait irruption dans le palais, puis dans le bureau du président et dans la résidence officielle du premier ministre. Le chef de l'Etat a dû prendre la fuite et a été placé dans un lieu sûr, sous protection de l'armée. Son frère Mahinda Rajapaksa avait subi un sort similaire en mai, après avoir démissionné de ses fonctions de premier ministre. Lorsqu'il a été élu, en novembre 2019, Gotabaya Rajapaksa a verrouillé le pouvoir, en installant son clan aux commandes du pays. Il est le seul à être encore en poste.

MEXIQUE :

La croisade anticorruption d'« AMLO » menace son prédécesseur

La mise en accusation par l'Unité de renseignement financier d'Enrique Peña Nieto, qui a dirigé le pays entre 2012 et 2018, est vue par l'opposition comme une manœuvre politique. L'état se resserre autour de l'ancien président du Mexique Enrique Peña Nieto (2012-2018). Le ministère public mexicain a ouvert une enquête sur les transferts de fonds illicites révélés, jeudi 7 juillet, par l'Unité de renseignement financier (UIF). C'est la première fois que la croisade anticorruption de l'actuel président, Andres Manuel Lopez Obrador (« AMLO »), menace son prédécesseur. La polémique gronde sur les visées politiques de cette accusation. « L'ancien président a reçu 26 millions de pesos [1,2 million d'euros] par le biais de transferts internationaux réalisés entre 2019 et 2021 », a déclaré, jeudi, le directeur de l'UIF, Pablo Gomez, lors de la conférence de presse quotidienne d'« AMLO ». M. Gomez a précisé que M. Peña Nieto est soupçonné de « possession de fonds illégaux » transférés entre le Mexique et l'Espagne, où l'ancien président vit depuis la fin de son mandat. La plainte déposée dans la foulée par l'UIF auprès du parquet fédéral porte aussi sur les triangulations de fonds suspects, entre 2015 et 2021, de la part de deux entreprises, liées à M. Peña Nieto. M. Gomez n'a pas donné le nom de ces sociétés, en respect de la procédure judiciaire. Mais il a précisé que l'une d'elles avait « bénéficié de contrats publics pour 10,5 milliards de pesos » sous le mandat de l'ancien président, issu du Parti révo-



lutionnaire institutionnel (PRI, centre droit), au pouvoir durant soixante et onze ans, jusqu'en 2000, puis de 2012 à 2018.

Manque de preuves

La révélation a fait l'effet d'une bombe, alors qu'« AMLO » a été élu, en 2018, sur la promesse de rompre avec le système de corruption et d'impunité instauré par le PRI. Le président nationaliste de centre gauche répète à l'envi que M. Peña Nieto est le dernier représentant de « la mafia au pouvoir » qu'il accuse d'avoir « pillé l'Etat » en instaurant « trente ans de politiques néolibérales ». Son prédécesseur est d'ailleurs mis en cause dans d'autres scandales. En tête, le volet mexicain de l'affaire du géant bré-

silien du BTP Odebrecht, qui multipliait les pots-de-vin en Amérique latine. Arrêté en 2020 en Espagne puis extradé au Mexique, Emilio Lozoya, directeur, de 2012 à 2016, de la compagnie pétrolière publique Pemex, est derrière les barreaux pour avoir touché 10 millions de dollars (9,8 millions d'euros) de la part d'Odebrecht. L'ancien homme de confiance de M. Peña Nieto affirme qu'une partie de ses fonds ont financé, en 2012, sa campagne présidentielle. Mais, pour l'heure, la procédure piétine par manque de preuve. Même indulgence judiciaire concernant le dossier classé sans suite de la « maison blanche », surnom donné à la luxueuse demeure achetée à Mexico dans des conditions douteuses par Angélica Rivera, l'ex-épouse de M. Peña Nieto.

DARFOUR :

À Kreinik, autopsie d'un massacre ordinaire

Le 24 avril, un millier de miliciens ont assassiné près de 180 personnes dans cette ville de l'ouest du Soudan. Malgré la chute du régime militaro-islamiste en avril 2019, la région connaît une recrudescence de violence sans précédent depuis dix ans. A Kreinik, dans l'ouest du Soudan, le baccalauréat a commencé sous escorte armée. Militaires et policiers montent la garde à l'extérieur de dortoirs où des dizaines de lycéens révisent les épreuves du lendemain dans un silence total. Aucun rire ni chahut ne se font entendre. « Ne pensez pas que c'est le stress. Ils sont tous traumatisés », confie Hatim Ali Othman, professeur de chimie. Assis sur des tapis en plastique, les filles d'un côté, les garçons de l'autre se penchent par grappes au-dessus d'un même manuel. Les cahiers, les chaises, les cartables, tout a pris feu lors de l'attaque du 24 avril. Ce dimanche-là, à l'aube, des nuées de motos, de pick-up armés de mitrailleuses lourdes, d'hommes montés à cheval ou à dromadaire ont assailli cette bourgade située à 100 kilomètres à l'est de la frontière tchadienne, dans la province soudanaise du Darfour. En quelques heures, un millier de miliciens ont massacré près de 180 personnes, dont 22 enfants et 12 femmes, selon les autorités locales. Parmi les étudiants, certains ont vu leurs frères se faire égorger à la dague, d'autres, leurs parents froidement abattus d'une balle dans la tête.

IRAN :

Téhéran annonce que le destroyer Damavand rejoindra bientôt la flotte du Nord

L'amiral Shahram Irani, commandant de la marine iranienne, a annoncé samedi lors d'une cérémonie spéciale que le destroyer Damavand, de construction nationale, rejoindrait bientôt la flotte du Nord, a rapporté l'agence de presse semi-officielle Fars. Selon l'amiral Irani, qui s'est exprimé en marge de l'exercice « Sécurité Durable 1401 », des manœuvres navales annuelles de deux jours en mer Caspienne qui ont commencé vendredi, cette décision contribuera à maintenir l'intégrité territoriale du pays dans la région de la mer Caspienne et portera un coup aux illusions des ennemis sur les capacités de défense de l'Iran. Le destroyer Damavand utilise les équipements les plus modernes et a été entièrement construit par des experts nationaux, a-t-il ajouté, soulignant que l'Iran a atteint le plus haut niveau de technologie navale dans la région de la mer Caspienne et est capable de construire des destroyers.

SÉNÉGAL :

Début de la campagne pour les élections législatives

La campagne électorale pour les législatives prévues le 31 juillet au Sénégal débutera ce dimanche, pour les huit listes qui ont désormais trois semaines pour convaincre. Au total, 165 sièges de députés seront en jeu. Finalement, la coalition d'opposition Yewwi Askan Wi ira aux élections, mais sans sa liste nationale de titulaires : les têtes d'affiche, notamment Ousmane Sonko, sont écartés de la course. Quant à la coalition au pouvoir, Benno Bokk Yaakar, elle participera sans sa liste nationale de suppléants, retoquée pour défaut de parité. Après sa percée aux élections locales de janvier, l'objectif pour Yewwi Askan Wi est d'imposer une cohabitation au président Macky Sall. Et cela grâce à une alliance avec la coalition Wallu Sénégal formée autour du PDS de l'ancien président Abdoulaye Wade. La majorité, elle, se dit confiante. Ce scrutin qui sera le dernier avant la présidentielle de 2024.

Le Festival “Peuples sans frontières” sous le thème “Sahara occidental, dernière colonie en Afrique”

La 13e édition du Festival “Peuples sans frontières”, organisé sous le thème “Sahara occidental, dernière colonie en Afrique”, a débuté samedi à Genève (Suisse), avec la participation de la représentation du Front Polisario en Suisse et auprès des organisations internationales à Genève, de la communauté sahraouie et du Mouvement suisse de solidarité avec le peuple sahraoui. Le festival accueille plusieurs expositions culturelles des différents continents, dont l'exposition sahraouie, un espace qui a permis aux participants au Festival de mieux connaître l'histoire du Front Polisario (Front populaire de libération de Saguiet el-Hamra et Oued Eddahab) et son parcours militant pour recouvrer la pleine souveraineté de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) sur l'ensemble de son territoire national. Dans une allocution prononcée à l'occasion, M. Alexander Eniline, président du Parti suisse du travail (PST-POP), a présenté un aperçu historique sur le Sahara occidental et les complots internationaux ourdis contre les Sahraouis tout au long de leur lutte pour exercer leur droit à



l'autodétermination, relevant “la politique du fait accompli que le régime de l'occupant marocain tente, avec le soutien de certaines puissances internatio-

nales au sein du Conseil de sécurité international, d'imposer au peuple sahraoui”. Dans son intervention, La représentante du Front Polisario en

Suisse et auprès des organisations internationales à Genève, Oumeima Mahmoud Abdessalem a, quant à elle, souligné que “le peuple sahraoui est déterminé à se sacrifier et à combattre pour son droit à la liberté et à l'indépendance”, mettant en avant, à ce propos, “l'importance de la solidarité internationale avec la cause sahraouie et le soutien des Sahraouis dans divers domaines, en vue de réaliser la justice internationale et préserver la légalité internationale, le droit international et le Droit international humanitaire. Pour sa part, la Présidente du Mouvement suisse de solidarité avec le peuple sahraoui, a mis en exergue l'importance de la “sensibilisation” et de la “conscientisation” de la société suisse autour de la cause sahraouie et des souffrances endurées par son peuple, en vue de mobiliser davantage de soutien et de sympathie en sa faveur. Organisé par le Parti suisse du travail (PST-POP), la 13e édition du Festival “Peuples sans frontières” qui s'étalera sur trois jours, connaît la participation de plusieurs organisations internationales, notamment d'Afrique et d'Amérique latine.

CONGO :

Les Congolais aux urnes pour les élections législatives et locales

Les Congolais votaient dimanche pour les élections législatives et locales, qui devraient permettre au parti au pouvoir de conserver sa majorité sur les deux chambres du Parlement. A l'école Nkeoua Joseph, dans la première circonscription de Baongo (deuxième arrondissement de la capitale), où sept candidats sont en lice, la première votante a glissé son bulletin dans l'urne à 08H11 locales. Un centre de Kinkala, dans le Pool (sud du pays), région voisine de Brazzaville, a enregistré son premier votant à 09H14. Pour ce début de vote, il n'y avait pas d'attroupements devant les bureaux. Le président Denis Sassou Nguesso, 79 ans dont 38 cumulés à la tête du pays, devait voter avant midi dans un centre du cinquième arrondissement de Brazzaville. Sa formation politique, le Parti congolais du travail (PCT), qui compte 101 élus (sur un total de 151) dans l'Assemblée sortante, a présenté 127 concurrents et compte conserver son emprise. Les conseillers locaux qui seront issus de ces élections sont des grands électeurs qui, à leur tour, éliront les 72 Sénateurs



de la première chambre du Parlement. Face au PCT, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS, première formation d'opposition) aligne 45 candidats aux législatives, contre 32 pour l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) du défunt opposant Guy-Brice Parfait Kolélas. La Fédération et le Collectif de l'opposition congolaise, dirigés respectivement par Clément Miérassa et l'ancien ministre des Finances

Mathias Dzon, ont choisi de boycotter le vote, appelant à un dialogue inclusif pour débattre de vrais problèmes du Congo. Le vote, censé se terminer à 18H00 (17H00 GMT), se déroule dans plus de 6.500 bureaux de vote. Au moins 3.000 observateurs envoyés par les ONG nationales, l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), supervisent les opérations.

ESPAGNE:

La création de contrats à durée indéterminée bat des records

En juin, 780 000 CDI ont été signés. Le fruit d'une réforme du travail votée en début d'année qui a drastiquement réduit les possibilités de recours à l'emploi provisoire. En vingt ans d'expérience dans la restauration, jamais avant ce mois de juin Daniel Pardo n'avait été embauché en contrat à durée indéterminée (CDI). « La plupart du temps, on me faisait enchaîner des contrats de travaux et services, souvent à mi-temps, même quand je faisais douze heures par jour en partie payées au noir, et rompus pendant les périodes d'inactivité. Cela explique que je ne cumule que trois ans de cotisations sociales à temps plein, alors que j'ai toujours travaillé... », explique ce serveur espagnol de 37 ans. En juin, il a signé son premier CDI, un « contrat fixe discontinu » de quarante heures hebdomadaires, avec deux jours libres par semaine et un « bon salaire », au-

dessus de celui que marque la convention collective, dans un bar de la station balnéaire de Benidorm, le Gaztelutxo, dans la région de Valence. Six mois après l'entrée en vigueur de la dernière réforme du travail en Espagne, qui a restreint drastiquement la possibilité pour les entreprises d'avoir recours à des contrats temporaires, le nombre de CDI ne cesse de battre des records, mois après mois. En juin, 780 000 CDI ont été signés, du jamais-vu dans toute la série statistique. Au total, durant le premier semestre, ce sont près de 3,2 millions de contrats à durée indéterminée et près de 700 000 emplois net qui ont été créés. Le chômage, lui, est passé, en mai, sous la barre des 3 millions, pour la première fois depuis 2008. Et alors que les contrats temporaires – à durée déterminée, saisonniers, occasionnels ou journaliers – représentaient,

jusqu'alors, 90 % des nouveaux contrats signés chaque mois, ils ne constituent plus qu'environ 55 % du total.

Marché du travail dépendant du tourisme

« Juin était un mois de surexposition aux contrats temporaires. C'est un phénomène qui s'est rompu cette année. C'est l'effet le plus immédiat de la réforme du travail », a insisté le secrétaire d'Etat à l'emploi, Joaquin Pérez Rey, le 4 juillet. « La solidarité et la justice sociale sont deux clés de la politique économique pour répondre à la crise de manière efficace, mais aussi équitable », a souligné le chef du gouvernement, le socialiste Pedro Sanchez. « Dans un contexte d'incertitude marqué par la guerre en Ukraine et l'inflation, le marché du travail apporte stabilité et force », a

ARMÉE SAHRAOUIE: Nouvelles attaques contre les forces d'occupation marocaines dans le secteur de Mahbès

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les retranchements des forces de l'occupant marocain dans le secteur de Mahbès qui ont “subi de lourdes pertes humaines et matérielles”, a indiqué le ministère sahraoui de la Défense dans son communiqué N 580. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), des détachements avancés de l'Armée sahraouie ont mené des attaques ciblant des retranchements des forces d'occupation marocaines dans les régions d'Oudi Damrane et Sabkhat Tenouchad dans le secteur de Mahbès. Vendredi, des détachements avancés de l'APLS ont concentré leurs attaques contre les positions des forces de l'occupation marocaine dans les régions d'Agouira Ould Abellal et Sabkhat Tenouchad (secteur Mahbès). “Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation marocaines qui ont subi de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte”, a conclu le communiqué.

GUINÉE :

Libération des trois leaders d'un mouvement civique arrêtés mardi

Les trois membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC/ coalition de partis, de syndicats et d'organisations de la société civile guinéenne) arrêtés mardi ont été libérés, rapportent dimanche des médias. “Le tribunal de première instance de Dixinn a déclaré non coupables les activistes de la société civile Foniké Mengué, Djani Alpha et Billo Bah”, a rapporté le journal guinéen, Guinée News, ajoutant que “les trois hommes rentrent libres chez eux après deux jours de garde à vue et une nuit à la prison de Conakry”. Selon le site Guinée Matin, les trois inculpés ont été libérés à l'issue de leur procès qui a eu lieu dans l'après-midi de vendredi, au tribunal de première instance de Dixinn à Conakry. “Le juge en charge du dossier, Ousmane Simakan, a estimé qu'ils ne sont pas coupables des faits d'injures publiques, outrage à magistrat, trouble à l'ordre public et à la sécurité publique par le biais d'un système informatique et complicité, pour lesquels ils étaient poursuivis”, a souligné Guinée Matin. Les activistes de la société civile Foniké Mengué, Mamadou Billo Bah, et le rappeur Djani Alfa, ont été interpellés mardi dernier par la police, alors qu'ils animaient une conférence de presse au siège du FNDC, à Conakry. Ils étaient poursuivis pour des publications faites sur les réseaux sociaux.

L'ancien président angolais José Eduardo dos Santos est mort

Chef de l'Etat et du Mouvement populaire de libération de l'Angola pendant près de quatre décennies, il a mené son pays d'une main de fer, détournant au profit de son clan les revenus du pétrole avant d'être contraint à l'exil. Il est mort le 8 juillet, à l'âge de 79 ans. Dans son dernier discours, prononcé le 8 septembre 2018, l'ancien chef de l'Etat angolais José Eduardo dos Santos avait dit assumer ses « erreurs » passées, sans toutefois préciser lesquelles. Un an après avoir quitté le pouvoir à l'issue d'élections, le septuagénaire, affaibli par la maladie, cède ce jour-là la présidence du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), le puissant parti-Etat d'inspiration marxiste-léniniste. Le « camarade numéro un » l'a dirigé en même temps que le pays, durant près de quatre décennies, avant de partir en exil politico-médical en Espagne. Pour son successeur, Joao Lourenço, l'« ennemi numéro un » n'est autre que le népotisme et la corruption incarnés par José Eduardo dos Santos et ses enfants milliardaires visés par la justice depuis qu'il a quitté le pouvoir. Retraqué, depuis, dans une luxueuse villa de Barcelone, en Espagne, l'ancien président angolais est mort le vendredi 8 juillet à l'âge de 79 ans. Il était soigné dans une clinique de la ville depuis un arrêt cardiaque survenu le 23 juin. Sa vie fut rythmée par la lutte armée contre le colon portugais suivie de vingt-sept ans de guerre civile (1975-2002), avant d'entamer la reconstruction du pays avec des milliards de pétrodollars en partie détournés par son clan. Le fil rouge de son parcours n'est autre que le MPLA, dans lequel le jeune et beau militant indépendantiste, né le 28 août 1942 dans un quartier populaire de Luanda, s'engage à peine sorti du lycée. A 19 ans, il entre dans ce mouvement politico-militaire mené par le médecin, poète et héros de la lutte anticoloniale Agostinho Neto, son mentor. Il admire les vers et le courage de cet intellectuel face à la brutalité du régime dictatorial portugais d'Antonio Salazar, qui refuse même l'idée d'une décolonisation de l'Angola.

La mort de James Caan, inoubliable interprète de Sonny dans « Le Parrain »

Le comédien, abonné aux personnages d'hyperactifs, repéré par Howard Hawks, qui lui confia un rôle dans « Ligne rouge 7000 », est mort à l'âge de 82 ans. De James Caan on se souvient d'abord de la mort. Non pas celle qui vient d'emporter l'acteur américain, le 6 juillet dernier à Los Angeles, à l'âge de 82 ans, mais celle, magnifique, furieuse, qu'il donna au personnage de Sonny dans Le Parrain (1972) de Francis Ford Coppola. Criblé de balles aux portes d'un péage autoroutier, son corps s'écroulait en apothéose, dans une rêche et splendide torsion, mémorable, comme à chaque fois qu'un acteur parvient à dépeindre ainsi l'instant suprême. Par sa carrure athlétique, sa masculinité velue et bien trempée, son visage carré, toutes mâchoires saillantes, sa vivacité de jeu couvant des sursauts de brutalité, Caan s'inscrivait dans la lignée d'un James Cagney, qui lui aussi, dans la

peau d'un gangster, avait su mourir dans un fracas invraisemblable à la fin de L'enfer est à lui (1949, Raoul Walsh). Savoir partir en fumée n'est pas donné à tout le monde. Enfant du Bronx, James Caan, dit « Jimmy », naît à New York le 26 mars 1940, d'une famille d'immigrés juifs allemands, fils d'un boucher casher sans magasin qui transbahutait les quartiers de viande à l'arrière de sa camionnette. Il fait un bref détour à l'université, où il partage les mêmes bancs que le jeune Coppola, qui devient son ami, pratique toutes sortes de sports extrêmes, du rodéo au karaté, mais attrape surtout le virus du théâtre.

Débuts dans le off-Broadway

En 1960, il s'inscrit à la Neighbourhood Playhouse School of the Theatre, école d'art dramatique de New York, et suit les cours de Sanford Meisner, auteur d'une méthode misant sur l'ins-



tinct et la spontanéité de l'acteur. Il fait ses débuts dans le off-Broadway et, comme beaucoup d'acteurs de sa génération, cumule les apparitions dans des épisodes de séries télévisées (Les Incorruptibles, Le Jeune Docteur Kildare, Route 66, Alfred Hitchcock présente). Il accède aux

plateaux de cinéma sous le versant de la figuration, puis des petits rôles : on l'aperçoit fugacement, ici en marin dans Irma la Douce (1963), de Billy Wilder, là en délinquant juvénile dans Une femme dans une cage (1964), de Walter Grauman. C'est un grand maître de l'âge classique alors finissant d'Hollywood, Howard Hawks, qui le repère et lui met le pied à l'étrier, en lui confiant le rôle principal d'un pilote automobile dans Ligne rouge 7000 (1965), un flop retentissant (dont l'acteur gardera un souvenir déplorable), puis d'un jeune blanc-bec malhabile dans le western tardif El Dorado (1966), entre John Wayne et Robert Mitchum. Trois ans plus tard, son camarade Coppola lui confie dans Les Gens de la pluie (1969) un très beau second rôle, celui d'un ex-joueur de football à la cervelle brûlée, qu'une femme à la dérive prend en stop au beau milieu de sa route.

L'actrice Hanna Schygulla, hantée par les fantômes de ceux qu'elle a aimés

L'égérie de Rainer Werner Fassbinder joue dans « Peter von Kant », le nouveau film de François Ozon, cinquante ans après avoir fasciné dans la version originale du réalisateur allemand. Un rôle en forme de retour vers le passé pour la comédienne de 78 ans. Vertige du temps. En 1972, Hanna Schygulla incarne la beauté du diable dans Les Larmes amères de Petra von Kant, de Rainer Werner Fassbinder. Elle joue une mannequin venue troubler le huis clos cruel que Petra, styliste de mode, impose à son assistante souffre-douleur. A 28 ans, l'actrice est alors à l'aube de sa carrière. Pendant une décennie, jusqu'à la mort du cinéaste, leur duo intello, sulfureux et engagé va régner sur le cinéma d'auteur européen avec seize films emblématiques de l'Allemagne de l'époque, coupée en deux par le mur de Berlin, hantée par le terrorisme et les plaies de la guerre. Cinquante ans plus tard, Fassbinder continue de fasciner ses successeurs, dont François Ozon. Gouttes d'eau sur pierres brûlantes, son troisième film, sorti en 2000, était l'adaptation d'une pièce du réalisateur allemand. Le 6 juillet, il récidive avec Peter von Kant, son vingt et unième long-métrage, version librement inspirée des Larmes amères. Dans l'ambiance glamour des seventies, théâtralement restituée, Petra est devenu Peter, metteur en scène despote joué par Denis Ménochet, excellent en drama queen survoltée. Karin, ex-Schygulla, est devenue Amir, demi-dieu d'une beauté irréelle. Isabelle Adjani, sur qui le temps semble glisser, incarne une diva sans âge, sosie de Marlene Dietrich. Hanna Schygulla fait un saut dans le temps dans le rôle de la mère de Peter. Sa silhouette alourdie et ses rides emplissent l'écran. « C'est comme un remake de moi-même, très étrange », observe-t-elle.

Ovationnée au Festival de Berlin Avant de se lancer dans le projet, Denis Ménochet, 45 ans, ne connaissait pas Hanna Schygulla. Et le nom de Fassbinder, comme à ceux de sa génération, lui évoquait des images saturées en Technicolor et des scénarios austères. En s'imprégnant des films, il a compris la puissance de leur cinéma. Sur le tournage, entre « les deux icônes » Adjani et Schygulla, Ménochet s'est senti plus d'une fois saisi par un sentiment d'imposture. « Avec elles, il suffit d'un regard pour comprendre que cela ne va pas. Je me demandais souvent ce que je foutais là, s'amuse-t-il. Mais, au final, cela m'a aidé à me lâcher, je ne pouvais pas faire les choses à moitié. » En février, lors de la projection du film d'Ozon au 72e Festival de Berlin, là même où Fassbinder avait montré ses Larmes amères de Petra von Kant un demi-siècle plus tôt, l'acteur a mesuré la célébrité d'Hanna Schygulla. Absente en raison du Covid-19, elle a été ovationnée pendant de longues minutes par une salle de 800 personnes. Le lendemain, l'acteur l'a appelée, lui donnant le surnom affectueux du film : « Mutti, tu es toujours dans le cœur de l'Allemagne ! » Au téléphone, Hanna Schygulla a répondu par son rire de femme fatale.

« Peter Von Kant » :

L'hommage compassé de François Ozon à Fassbinder

Après « Gouttes d'eau sur pierres brûlantes », en 2000, le cinéaste adapte à nouveau une pièce du réalisateur et dramaturge allemand. Un film tout en surface qui ne cherche pas à creuser une intimité formelle avec son modèle. Adaptation libre de la pièce Les Larmes amères de Petra von Kant que Rainer Werner Fassbinder (1945-1982) a lui-même somptueusement portée à l'écran en 1972, Peter von Kant se veut autant un hommage au cinéaste allemand qu'un retour aux origines pour François Ozon. En 2000, il réalise son troisième film, Gouttes d'eau sur pierres brûlantes, l'adaptation d'une pièce de théâtre que Fassbinder a écrite à l'âge de 19 ans, sans jamais la mettre en scène. Le jeune cinéaste réussit alors l'exploit de se glisser dans la vision fassbinderienne sans donner l'impression de le singer et en restituant parfaitement l'esprit du texte : le film semblait débiter sur le ton d'une élégante dévotion, pour peu à peu s'en émanciper, et donner corps au cinéma d'Ozon, qui, depuis, tourne beaucoup, dans une sorte d'urgence, comme son auteur fétiche. Plus de vingt ans après, c'est un cinéaste devenu populaire qui réalise Peter von Kant. Il s'approprie librement la pièce et l'extirpe du monde de la mode pour la replacer dans celui du cinéma : Peter von Kant (Denis Ménochet), célèbre réalisateur, habite avec son assistant Karl (Stefan Crepon), un jeune homme muet qui lui obéit au doigt et à l'œil. Lorsque la grande actrice Sidonie (Isabelle Adjani) lui rend visite, suivie de près par Amir (Khalil Ben Gharbia), un jeune homme d'origine modeste qui rêve de faire du cinéma, Peter tombe sous son charme et lui promet un rôle. Amir s'installe chez lui et devient son amant.

Isabelle Adjani, créature fassbinderienne

Ozon, comme son maître, tente d'observer la manière dont la lune de miel glisse irrésistiblement vers des rapports de domination asphyxiants, dont le sentiment amoureux finit d'isoler ses personnages dans la cruauté et une solitude arctique. Mais ici tout semble compassé, figé dans une reconstitution muséale. Peter von Kant a les allures d'un film déguisé, accessoirisé, tout en surface, qui ne cherche pas à creuser une intimité formelle avec son modèle. La fausseté de Peter von Kant a une autre saveur que les puissances du faux chères au cinéaste allemand. Seule la jeune génération incarnée par Khalil Ben Gharbia et Stefan Crepon parvient à placer sa justesse, tandis que la présence d'Isabelle Adjani est sans doute la seule idée visuelle du film : son apparition relève ici du surnaturel, s'apparente à une créature fassbinderienne, une poupée de porcelaine à deux doigts de se briser – c'est l'actrice qui, sans doute, manquait au casting de Huit femmes (2002).

« THE SADNESS » :

Déchaînement de violence furieuse dans Taipei, cernée par les zombies

Dans son premier long-métrage, qui renouvelle les standards du genre, le Canadien Rob Jabbaz filme les effets d'un virus ravageur qui sème le chaos dans la ville taïwanaise. Les amateurs de « gore qui tache » risquent d'être servis avec le film de zombies The Sadness, qui nous arrive après un parcours en festivals aux allures de grand chelem (Locarno, Gérardmer, Fantasia, L'Etrange Festival, et d'autres), auréolé d'une réputation flatteuse, celle d'exploser les standards de la violence graphique à l'écran. Ce premier long-métrage d'origine taïwanaise, tourné sur la brèche ouverte par la pandémie de Covid-19, est l'œuvre d'un Canadien installé sur place de longue date, Rob Jabbaz, auparavant surtout actif dans le domaine de la publicité. Un matin à Taipei, un jeune couple, Kat (Regina Lei) et Jim (Berant Zhu), se réveille, se prend le bec, avant que chacun ne vaille à ses occupations. Après un an de pandémie, tout le monde, en ville, a baissé la garde, sans plus se méfier d'un virus jusqu'alors relativement bénin, ni de sa toute dernière mutation en date, aux effets encore inconnus. Certains murmurent, dont tel scientifique à la télévision, qu'il serait comparable à celui de la rage.

Second degré et grand guignol

Chacun de son côté, Jim dans un café, Kat dans le métro, assiste justement à des scènes d'agressions gratuites : les gens se jettent les uns sur les autres sans raison, se poignent, s'entredévorent. Les forcenés, reconnaissables à leurs symptômes fiévreux, se multiplient. La violence déferle massivement jusqu'à gagner tout le corps social et semer le chaos dans les rues. Jim s'évade sur son scooter aux confins de la capitale, tandis que Kat trouve refuge dans un hôpital, sans savoir encore s'ils pourront se rejoindre. Si The Sadness vaut quelque chose, c'est pour ces poussées de violence furieuses qui donnent lieu à quelques tableaux dantesques, électrisés par la caméra fébrile et foudroyante de Jabbaz. Attaques au sécateur ou à la scie électrique, émasculations au fil barbelé, membres sectionnés, orgies zombiesques, tout y passe et l'hémoglobine se déverse par hectolitres. Le film met une jubilation féroce à profaner le corps humain, à lui faire subir toutes sortes d'outrages, dont une pénétration oculaire (une première !) particulièrement gratinée. Entre là-dedans une part non négligeable de second degré et de grand guignol, virant même, par moments, à la franche bouffonnerie (le pré-



sident de la République se faisant exploser la tête à la grenade lors d'une allocution télévisuelle). La surenchère et le mauvais esprit qui règnent en ces lieux

basculent tout du long sur le mince fil qui les sépare de l'obscénité gratuite (des bébés étouffés dans une poubelle) et de l'opportunisme.

L'industrie du doublage, nerf de la guerre pour Netflix, Amazon Prime Video et Disney+



Pour faire « voyager les histoires », les géants du streaming multiplient les versions de leurs productions. Une manne pour le secteur du doublage dont certaines entreprises françaises profitent à plein. C'était une tradition : chaque matin, à l'entrée des studios de Dubbing Brothers, à Saint-Denis, en banlieue parisienne, des comédiens et des comédiennes venaient se présenter aux directeurs artistiques chargés de recruter les voix françaises des films et des séries en cours de doublage, en espérant repartir avec un job. Mais ça, c'était avant. Avant le Covid-19, bien sûr, mais surtout avant que Netflix, Amazon, Disney+, Apple TV+ et les autres plates-formes de streaming imposent à leurs prestataires des conditions de confidentialité drastiques. Impossible, désormais, d'improviser et de laisser entrer dans les bâtiments des « sans-contrat » qui ne se seraient pas gagés formellement à ne faire fuiter aucune information. L'art du doublage, longtemps à deux vitesses (budgets serrés et qualité médiocre pour la télé, enveloppe plus confortable pour le cinéma), est entré dans une nouvelle ère : les plates-formes et leurs millions de minutes ont d'un seul coup transformé cet artisanat en une véritable industrie mondialisée, avec des critères de qualité de plus en plus exigeants. En 1997, aux Etats-Unis, étaient lancés Netflix, disponible désormais partout dans le monde (à l'exception de la Chine), et Prime Video, lancé par Amazon. En 2019, Apple et Disney leur emboîtaient le pas, avec leurs chaînes de vidéos à la demande (Apple TV+ et Disney+).

Plus de 83 300 heures de contenus doublés

L'avalanche de productions qui en découle bouleverse le petit monde du doublage : en 2021, Netflix a fait doubler cinq millions de minutes de contenus (soit plus de 83 300 heures), en trente-quatre langues. Leur prochain film d'animation, The Sea Beast (Le Monstre des mers, en ligne le 8 juillet), réalisé par Chris Williams, un ancien de Disney, sera ainsi disponible en français, espagnol, allemand, turc, japonais ou italien, mais aussi en basque, en galicien (une première), ainsi qu'en catalan. Pour le territoire indien, les voix originales seront adaptées par des acteurs locaux en hindi, en tamoul et en télougou. Pour « faire voyager les histoires », comme le dit poétiquement Catherine Retat, directrice doublage international et services créatifs, la société américaine mise sur une offre pléthorique et de plus en plus affinée.

DIWANIYA ART GALLERY:

Participation d’artistes algériens et arabes à l’exposition “Summer collection”

Huit (8) artistes algériens et du monde arabe participeront à l’exposition collective “Summer collection”, prévue du 24 juillet au 24 octobre à Alger, a-t-on appris auprès de Diwaniya Art Gallery, organisatrice de cet évènement. L’exposition englobera les œuvres de huit artistes de différents horizons, notamment algériens, à savoir Abdelmalek Madjoubi, Zoubir Hellal, Ali Boukhalfa et Karim Sifaoui qui exposeront leurs œuvres dans les domaines de la peinture, des Arts plastiques, de l’architecture, du design et de la sculpture, outre les artistes arabes Ghaleb Hawila (Liban), Mohamed Al-Ameri (Jordanie), Wael Darwish (Egypte) et la jeune artiste Zeyneb Chiaa (Mauritanie).

“Summer collection”, exposition à la dimension régionale et internationale, se veut un espace pour la valorisation d’œuvres portant un message empreint d’humanité et représentant une identité culturelle et une valeur artistique, à même de contribuer au développement et à l’essor du marché de l’art en Algérie

“La nuit d’Abed”, nouveau court métrage de Anis Djaâd

Le réalisateur algérien Anis Djaâd a annoncé la fin du tournage de son nouveau court-métrage intitulé “La nuit d’Abed”, tourné à Mostaganem et actuellement en phase de post-production, a-t-on appris auprès du réalisateur. “une durée de 15mn, “La nuit d’Abed”, traite d’un couple vivant dans un village reculé, qui attend la naissance, à hauts risques, de leur premier enfant, dont la survie dépend d’un médicament, en provenance d’Alger. Porté par quatre comédiens, Abderrahmane Boudjemaa, Leila Toudi, Mohamed Takiret et Mohamed Mouffok, ce quatrième produit cinématographique de Anis Djaâd sortira bientôt, sous le label de la boîte de production “RivollArt”, avec la collaboration de l’Office national des Droits d’Auteurs et des Droits Voisins (ONDA), et du quotidien “Horizons” entre autres. Une fois de plus, Anis Djaâd, auteur des scénarios de toutes ses œuvres, revient dans un registre de néoréalisme social qu’il a choisi depuis son premier film en se positionnant comme “observateur de sa société et qui prend toujours le temps de développer ses sujets avec le recul approprié”, se refusant de faire “un cinéma d’urgence” et ayant pour souci permanent d’atteindre un “cinéma humain qui crée le débat et l’échange au lieu d’un cinéma qui s’acharne à dénoncer en s’appuyant sur le cliché”, avait-il déclaré. Evoquant toutes les contraintes financières et logistiques rencontrées qui ont rendu difficile le processus de réalisation de ce nouveau court métrage, Anis Djaâd a tenu à saluer l’“obstination” et le “professionnalisme” des équipes technique et artistique qui ont affiché “leur entière disponibilité” à prendre part à ce projet. Journaliste, scénariste et réalisateur, Anis Djaâd a signé son premier court métrage, “Le hublot” en 2012, suivi en 2014 de “Passage à niveau” puis, “Le voyage de Kel-toum” en 2016 et “La vie d’après” (2021), son premier long métrage. Anis Djaâd est également l’auteur de deux romans, “L’odeur du violon” et “Matins parisiens”.



pour lequel “la Diwaniya œuvre, depuis sa création, à poser les bases à travers ses différents projets”, selon les organisateurs.

L’exposition inclura des toiles de brillants artistes de calligraphie arabe moderne, d’art abstrait et de symbolisme. Fondée en 2021 par le plasticien algérien

Hamza Bounoua, Diwaniya Art Gallery ambitionne de “représenter l’art algérien et des artistes étrangers dans différents évènements d’envergure”.

« ALGERIE 1962, UNE HISTOIRE POPULAIRE » : Dernier ouvrage de Malika Rahal

Dans son dernier ouvrage intitulé “Algérie 1962, une histoire populaire”, l’historienne Malika Rahal propose à ses lecteurs de déplier les événements complexes et importants pour l’histoire de l’Algérie indépendante qui se sont déroulés durant l’année 1962, marquant la fin de 132 de colonisation et le début d’une nouvelle ère. Cet ouvrage de 419 pages paru dernièrement aux éditions Barzakh, délimite une tranche d’histoire allant de janvier à décembre 1962, une année marquée par trois événements majeurs aux yeux de l’auteur, la proclamation du cessez-le-feu du 19 mars, la proclamation de l’indépendance et la mise en place en septembre du premier gouvernement algérien en charge de dossiers, tous plus urgents les uns que les autres. Cette recherche, basée sur une riche documentation

composée d’articles de presse de l’époque, d’extraits de publications d’historiens et de correspondances de fonctionnaires internationaux et diplomates, tente de restituer cette période telle que vécue par les citoyens algériens mais aussi ses différents impacts. Revenant d’abord sur “le temps de l’OAS”, l’historienne regroupe des témoignages des violences perpétrées par l’Organisation de l’armée secrète composée d’ultras, partisans du maintien de la colonisation et de “folles rumeurs” qui avaient rythmé le quotidien durant une partie de cette année. Malika Rahal évoque également l’installation progressive de différentes formes d’autorités algériennes (comités de quartiers, représentants du FLN ou de l’ALN, centres de soins de fortune,...), l’apparition de nombreuses

manifestations de jeunes comptant sur l’effervescence comme mouvement social en plus d’une forme d’algérianisation des quartiers où les Algériens s’étaient repliés pour mieux s’entraider et faire face à la violence avant la libération. Sur la base de témoignages et d’études, l’auteure aborde le déplacement forcé de 41% de la population algérienne vivant sous le système colonial et la vie dans les “camps de regroupement” sur la base de témoignages de personnes qui y ont vécu leur enfance, en plus de s’intéresser à la “complexe expérience de l’ouverture des camps”. Elle s’intéresse également au camp de regroupement comme élément urbain et son devenir après le recouvrement de l’indépendance.

TROUPE THEATRALE DU FLN 1958-1962: Les trois coups de la révolution



pièces. A leur actif quatre pièces de théâtre écrites en langue arabe dialectale dont «Les enfants de la Casbah (Aouled el Casbah)», «Les éternelles» (El Khalidoune), «Le sang des livres» (Dam el ahrarr), et «Le testament». Cette formation artistique a représenté le FLN, l’ALN et le gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) et fait connaître la révolution algérienne dans les pays arabes et les pays amis. Nombre d’entre eux ont entretenu des liens indéfectibles avec les Algériens et soutenu la révolution algérienne dans son juste combat comme la Yougoslavie, l’URSS, la RDA, et La république populaire de Chine. Ainsi, la troupe artistique du FLN a donné ses premières représentations au théâtre municipal de Tunis et s’est produite devant les troupes de l’ALN et devant les réfugiés aux frontières est et ouest précise Mohamed Rabia. Lors d’un voyage en Chine, la troupe a eu l’honneur d’être reçue par Mao Tse Toung et Chou en Lai. «Lors d’un spectacle au Caire pour le corps diplomatique chinois la diva de la chanson algérienne Ouarda a interprété un chant patriotique» selon les propos de M Rabia. A la même période, le premier GPRA présidé par Ferhat Abbas a reçu également cette troupe artistique qui a permis de faire connaître l’engagement et la détermination du peuple algérien dans son combat contre le colonialisme.

“El Hamdoulilah Mabqach Istiïmar Fi Bladna”:
60 ans d’une oeuvre chevillée aux célébrations de l’indépendance

En plus de l’hymne national et des chansons patriotiques, elle s’était imposée comme un hymne populaire du recouvrement de l’indépendance, écrite et interprétée par le cardinal du chaâbi, Hadj M’hamed El Anka : “El Hamdoulilah mabqach istiïmar fi bladna”, une chanson chevillée aux célébrations de cette date historique très chère aux cœurs des Algériens, célèbre elle aussi ses 60 ans. Depuis son enregistrement sous forme de clip en 1963, cette chanson revient chaque année sur les petits écrans des Algériens, magistralement interprétée par le père fondateur du chaâbi coiffée de sa célèbre chechia, comme un hommage à ceux qui ont donné leurs vies pour une Algérie libre et indépendante, et un gage de bonne augure et de prospérité pour l’Algérie de tous les futurs. Dans un entretien à l’APS, le chercheur en histoire de la musique et du patrimoine melhoun, Abdelkader Bendameche, a confié qu’entre février et mars 1962, alors que la libération se profilait à l’horizon, un groupe d’artistes de la Radio algérienne ont demandé à Hadj M’hamed El Anka d’écrire et de composer une œuvre pour la fête de l’Indépendance du pays. Le cardinal avait alors écrit et composé cette fameuse chanson pour la jouer la première fois le 3 juillet 1962, devant un groupe d’amis dans une placette près de la Casbah d’Alger, alors que le pays attendait la proclamation de l’indépendance sur des charbons ardents, poursuit le chercheur et spécialiste du melhoun et du chaâbi. Le 31 octobre de la même année, une cérémonie de célébration de l’indépendance est organisée à la salle Atlas à Alger en présence du premier président de la République algérienne, Ahmed Benbella, et de nombreux invités de marque dont la figure révolutionnaire latino-américaine Ernesto Guevara. Le programme de cette cérémonie comptait, entre autres, une prestation de la chanteuse tunisienne Safia Chamia (1932-2004), une représentation de la pièce de théâtre “132 ans” du regretté Ould Abderrahmane Kaki (1934-1995) et le tant attendu M’hamed El Anka et son hymne à l’indépendance et à la liberté. Le succès que connaît cette œuvre est tel que le cardinal est convié à enregistrer sa création dans un disque 33 tours, très à la mode dans les années 1960, et qui contenait une compilation des plus grands succès de cette époque. “El Hamdoulilah mabqach istiïmar fi bladna” est désormais conservée dans un premier support d’enregistrement et devient diffusable à la radio. Abdelkader Bendameche indique qu’en février 1963 l’un des clips les plus connus des Algériens a été enregistré dans un espace de la radio nationale décoré pour l’occasion, et où le cardinal, accompagné, entre autres musiciens, du grand pianiste Mustapha Skandrani et du génie de la musique algérienne Mahboub Safar Bati, a rendu hommage aux “hommes qui se sont sacrifiés dans les maquis, dans le désert et les montagnes” pour que “vive l’Algérie libre et vive la jeunesse”. En plus de son grand orchestre, El Anka était accompagné d’une chorale composée pour l’occasion, qui comptait essentiellement El Hachemi Guerouabi, âgé d’à peine 24 ans, Boudjemaa El Ankis, Ahcène Said ou encore Tahar Ben Ahmed. En 2012, c’est autour de Hocine Lesnami et Hamidou que de jeunes voix de la chanson algérienne ont donné à cette œuvre une grande bouffée de jeunesse et d’élégance contemporaine avec des arrangements modernes et un clip montrant l’Algérie indépendante 50 ans plus tard, réalisé par Djaafar Gacem. A cette occasion, pour les célébrations du 50e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, de nombreux jeunes chanteurs et musiciens, de la génération de l’indépendance s’étaient appropriés de nombreux chants patriotiques qu’ils ont remis au goût du jour avec des arrangements et des orchestrations modernes.

Manchester City s'attaque au cas Riyad Mahrez !

L'ogre anglais Manchester City semble plus que jamais décidé à prolonger le contrat de son international algérien Riyad Mahrez. Le champion d'Angleterre en titre a fait du cas Mahrez sa priorité dans ce mercato estival surtout que ce dernier a été élu meilleur joueur du club lors de la saison écoulée. Aux dernières nouvelles, Manchester City a l'intention de prolonger le contrat du capitaine de la sélection algérienne jusqu'en 2026. En club depuis 2018, le « Fennec » a disputé 188 matchs avec Manchester City couronnés de 63 buts et 45 passes décisives. L'international algérien devra profiter d'un temps de jeu important lors de la prochaine saison, d'autant plus qu'il s'est « débarrassé de deux sérieux clients à savoir Gabriel Jesus et Raheem Sterling qui se sont engagés respectivement avec Arsenal et Chelsea. Riyad Mahrez a intérêt à travailler très dur dans cette intersaison, surtout qu'il a eu droit à des vacances prolongées ce qui a fini par lui faire per-



dre son poids sportif. L'international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, figure sur la liste finale de nominés pour les catégories masculines des CAF Awards 2022, dévoilé ce lundi par la

Confédération africaine de football. Outre le capitaine algérien et ancien vainqueur de la catégorie Joueur Africain de l'année, la liste comprend également le joueur africain de l'année 2019, Sadio

Mane (Sénégal/Bayern Munich) et Mohamed Salah (Egypte et Liverpool), entre autres. L'une des catégories les plus disputées est celle de l'Entraîneur de l'Année de la CAF, où Aliou Cissé, Pitso Mosimane, Carlos Queiroz, Tom Saintfiet et Walid Regragui sont les finalistes. Les catégories Joueur de l'Année et Joueur Interclubs de l'Année ont 10 nominés chacune, tandis que celles de Jeune Joueur de l'Année, d'Entraîneur de l'Année, d'Equipe Nationale de l'Année et de Club de l'Année ont cinq (5) nominés chacune. Les gagnants de chaque catégorie seront désignés par un jury composé de la Commission Technique de la CAF, de professionnels des médias, d'entraîneurs et de capitaines d'associations membres et aussi de clubs impliqués dans la phase de groupes des compétitions interclubs pour la saison 2021/2022. La remise des récompenses est prévue le 21 juillet 2022 à Rabat, au Maroc. La liste restreinte des catégories féminines sera annoncée ultérieurement.

MILAN AC –

Prolongation et revalorisation salariale en vue pour Ismaël Bennacer

Ismaël Bennacer se dirige vers une prolongation au Milan AC. Un des cadres de l'effectif des Rossoneri, l'Algérien serait en discussions avancées avec ses dirigeants en vue de prolonger son bail. A en croire des sources proches du club, l'agent de Bennacer est à Milan ce samedi matin en vue d'en finir avec les discussions et de boucler les termes de cette prolongation qui verra le salaire du Fennec augmenter. On parle de 3,2 millions d'euros annuel. Ismaël Bennacer est arrivé au Milan AC en 2019 en provenance d'Empoli. Il est sous contrat jusqu'en juin 2024. Après avoir perdu Franck Kessié, parti gratuitement au FC Barcelone, le club lombard ne veut plus prendre le risque de laisser partir un autre cadre sans encaisser de l'argent.



COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS DE RUGBY:

L'Algérie termine en 3e place



L'Ouganda a dominé la Côte d'Ivoire (18-17) dans le duel pour la 7e place, alors que le Sénégal a surclassé le Burkina Faso (44-30) dans la lutte pour la 5e place. La finale du tournoi opposera la Namibie au Kenya, ce dimanche soir, également au stade d'Aix-en-Provence. Outre le titre continental, le vainqueur de cette confrontation sera qualifié pour le prochain Mondial de rugby, prévu du 8 septembre au 21 octobre 2023, en France. En effet, cette Coupe d'Afrique des nations était une épreuve qualificative pour le prochain Mondial, où le vainqueur figurera dans la poule "A", en compagnie de la Nouvelle-Zélande, triple championne du monde, de la France, pays-hôte, de l'Italie et de l'Uruguay. De son côté, le finaliste malheureux n'aura pas tout perdu, puisqu'il lui restera une dernière chance de se qualifier au Mondial. Ce sera via un tournoi de repêchage, prévu au mois de novembre prochain, et qui réunira trois autres équipes, en l'occurrence : le Portugal, ainsi que le finaliste du barrage "Amériques 2" (Chili ou Etats-Unis), et celui du barrage Asie/Pacifique (Tonga, Corée du Sud ou Hong Kong). Le gagnant de ce repêchage rejoindra la poule "C" du Mondial-2023, aux côtés du Pays de Galles, de l'Australie, des Fidji et de la Géorgie.

Nassim Benaissa est proche de Châteauroux

L'international U23 Nassim Benaissa s'apprête à quitter l'OGC Nice pour lancer définitivement sa carrière de footballeur professionnel. Jeune (20 ans) sentinelle, Nassim Benaissa fait partie de cette nouvelle génération de binationaux qui choisissent de représenter les Verts dès les catégories de jeunes et non une fois devenus professionnels. Milieu de terrain défensif, donc, soit un profil devenu rare en Algérie, Benaissa a été formé à l'Olympique Lyonnais, club de sa ville natale, avant de rejoindre l'OGC Nice. Évoluant avec la réserve du club, qui dispute le championnat de N3 (5ème division française), le milieu athlétique (1m86) s'apprête à lancer sa carrière avec un transfert. En effet, d'après nos confrères de Foot Mercato, c'est à La Berrichonne de Châteauroux, club de National (3ème division), que Nassim Benaissa devrait rebondir. L'équipe entraînée par Mathieu Chabert a pour objectif immédiat de remonter en Ligue 2.

Nassim Mekideche atterri au Valour FC (Canada)

L'ancien défenseur central de la JS Kabylie, Nassim Mekideche, a signé au Valour FC, club de première division canadienne a annoncé le club dans un récent communiqué de presse. Agé de 22 ans, l'axial algéro-canadien a porté le maillot du CS Hammam-Lif la saison dernière. Il arrive au sein de la formation de la Première ligue canadienne libre de tout engagement.

MCO: Djâabout demande officiellement à partir !

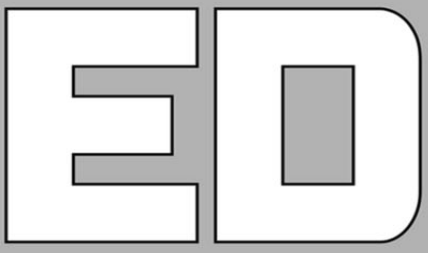
Tout semble à croire que l'attaquant, Adel Djâabout ne fera pas parti de l'effectif du MCO, pour la saison prochaine, lui qui était déjà dans le collimateur des dirigeants, qui voulaient l'ester en conseil de discipline. L'ex-attaquant de l'ASAM, le CSC et la JS Kabylie a sollicité officiellement les dirigeants du MCO pour résilier son contrat d'une manière unilatérale, sinon dans pas plus de 15 il pourra solliciter la FIFA, pour résilier son contrat, sans passer par la CRL, qui n'a pas encore été composé à nouveau par le nouveau bureau fédéral. Cette affaire de l'attaquant Djâabout ressemble d'une autre affaire d'il y a un an, lorsque, le défenseur Boualem Masmoudi avait demandé à partir, ainsi, l'actuelle direction, notamment le D.G, Cherak Rafik, qui était là, ne doit pas commettre la même erreur et essayer de trouver un compromis avec le joueur, c'est-à-dire lui permettre de partir et négocier pour ce qui est de ses arriérés salariales afin de ne pas se retrouver sans le joueur et en même temps avec une ardoise bien salée. Djebbari et son staff doivent bien gérer cette affaire pour sortir le club avec le moins de pertes possibles, contrairement à l'affaire Masmoudi de l'époque ou bien d'autres affaires comme celle de Belkaroui Hichem, surtout que la direction voulait se séparer du joueur après l'accroc qu'il avait eu avec la direction, notamment, le Directeur général. Tout cela en attendant que les choses bougent, comme souligné dans l'édition d'hier, tous les regards sont désormais braqués vers le président Youssef Djebbari et le Wali d'Oran, après la fin des jeux méditerranéens on attend la venue d'une société nationale, pour démarrer l'équipe, pour la nouvelle saison et surtout régler le problème des dettes au niveau de la CRL, avec la modique somme de 23 milliards de centime que la direction doit régler afin de pouvoir recruter, sinon le club sera toujours interdit de recrutement. A noter aussi que ce qui inquiète les supporters et que tout est suspendu au club et rien ne bouge, même la date de la reprise n'est pas encore connue et cela n'est pas fait pour calmer les ardeurs des supporters !

L.Nacer

FRANCE :

Bilal Boutobba toujours en forme

En match de préparation avec les Chamois Niortais face au SCO Angers, Bilal Boutobba a marqué et a confirmé son renouveau. Il est ceux dont on attendait tout, tout de suite, et probablement trop pour un jeune homme alors âgé de 16 ans. Lancé dans le bain de la Ligue 1 française par Marcelo Bielsa avec l'Olympique de Marseille, Bilal Boutobba était alors considéré comme un joueur extrêmement prometteur et qui allait immédiatement briller en haut de l'affiche. Malheureusement pour le binational, sa progression ne fut pas aussi fulgurante qu'espéré. Ayant quitté la réserve de l'OM pour rejoindre celle du FC Séville, Boutobba ne parvint pas à accéder à l'équipe première du club andalou et rejoint alors Montpellier, où il ne connut pas meilleur sort. C'est finalement dans un club familial, à Niort, qu'il pu s'épanouir et progressivement retrouver des sensations. Après une première saison de Ligue 2 correcte (35 matchs, 3 buts et 6 passes décisives), Boutobba a explosé la saison dernière (37 rencontres, 7 buts et 7 passes décisives) au sein d'une formation joueuse mais en difficulté au classement. À 23 ans, le joueur, qui aurait fait le choix de rejoindre l'Algérie, est sollicité sur le marché des transferts. En attendant de savoir ce dont sera fait son futur, c'est avec Niort qu'il s'est de nouveau illustré en marquant face au SCO Angers de son compatriote Nabil Bentaleb.



Mardi 12 Juillet 2022

ACCIDENT DE BATEAU AU NIGERIA : 2 morts, 14 disparus

Deux personnes sont mortes et 14 sont portées disparues après qu'un bateau de passagers a été pris par la marée et a chaviré à Lagos, la capitale commerciale du Nigeria, ont indiqué les services d'urgence dimanche. L'accident s'est produit vendredi soir, deux jours après la mort de deux personnes dans un autre accident de bateau dans cette ville de plus de 20 millions d'habitants. "Il y avait 16 passagers à bord au moment de l'accident. Deux corps ont été récupérés la nuit dernière, tandis que des efforts sont en cours pour rechercher les autres passagers", a déclaré Ibrahim Farinloye, de l'Agence nationale de gestion des urgences (NEMA).

Un dissident saoudien tué au Liban

Un dissident saoudien résidant au Liban a été tué et deux de ses frères suspectés du crime ont été arrêtés, ont indiqué lundi 11 juillet la police et une source de sécurité libanaise. La police a identifié l'homme par ses initiales, mais une source de sécurité a indiqué à l'AFP qu'il s'agissait du dissident Maneh Al-Yami. Selon la police et la source de sécurité, il a été poignardé à mort samedi chez lui dans la banlieue sud de Beyrouth, un bastion du puissant mouvement chiite armé du Hezbollah, considéré comme une organisation «terroriste» par l'Arabie saoudite sunnite. Un communiqué des Forces de sécurité intérieure libanaise (FSI) a indiqué que les frères de la victime avaient «avoué l'avoir tuée pour des raisons familiales».

Le 15 novembre, le monde devrait compter 8 milliards d'humains



Selon l'ONU, l'Inde dépassera en 2023 la Chine en tant que pays le plus peuplé de la planète. La population mondiale devrait atteindre 8 milliards d'humains le 15 novembre, selon une projection du département des affaires économiques et sociales de l'ONU publiée lundi 11 juillet, qui prévoit aussi que l'Inde dépassera en 2023 la Chine en tant que pays le plus peuplé du monde. Le précédent cap, at-

teint avec la naissance du sept milliardième être humain avait, lui, été franchi le 31 octobre 2011. «Alors que nous anticipons la naissance du huit milliardième habitant de la Terre», c'est «un rappel de notre responsabilité partagée de prendre soin de notre planète et un moment pour réfléchir sur les points où nous ne respectons toujours pas nos engagements les uns envers les autres», note dans un com-

munié le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sans citer de cas concrets. C'est aussi «l'occasion de célébrer notre diversité, de reconnaître notre humanité commune et de nous émerveiller devant les progrès de la santé qui ont prolongé la durée de vie et réduit considérablement les taux de mortalité maternelle et infantile», a précisé le chef de l'ONU.

La Thaïlande dépénalise le cannabis

Cette mesure était une promesse de campagne du partenaire de coalition des généraux thaïlandais qui dirigent le gouvernement qui a succédé à la junte militaire en 2019. A quelques encablures du quartier des temples et du palais royal, Khao San Road, la Mecque du touriste étranger à Bangkok, avec ses bars, ses guest houses et ses boutiques de souvenirs, a vu apparaître ces dernières semaines un nouveau type de commerce : celui du cannabis, connu sous le terme de ganja en Thaïlande, sous toutes ses formes et variétés, ou presque.

GUINÉE :

Libération des trois leaders d'un mouvement civique arrêtés mardi



Les trois membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC/ coalition de partis, de syndicats et d'organisations de la société civile guinéenne) arrêtés mardi ont été libérés, rapportent dimanche des médias. "Le tribunal de première instance de Dixinn a déclaré non coupables les activistes de la société civile Foniké Mengué, Djani Alpha et Billo Bah", a rapporté le journal guinéen, Guinée News, ajoutant que "les trois hommes rentrent libres chez eux après deux jours de garde à vue et une nuit à la prison de Conakry". Selon le site Guinée Matin, les trois inculpés ont été libérés à l'issue de leur procès qui a eu lieu dans l'après-midi de vendredi, au tribunal de première instance de Dixinn à Conakry.

L'ancien président angolais José Eduardo dos Santos est mort

Chef de l'Etat et du Mouvement populaire de libération de l'Angola pendant près de quatre décennies, il a mené son pays d'une main de fer, détournant au profit de son clan les revenus du pétrole avant d'être contraint à l'exil. Il est mort le 8 juillet, à l'âge de 79 ans. Dans son dernier discours, prononcé le 8 septembre 2018, l'ancien chef de l'Etat angolais José Eduardo dos Santos avait dit assumer ses « erreurs » passées, sans toutefois préciser lesquelles.

ESPAGNE :

Trois personnes encornées par des taureaux lors des fêtes de la San Fermin

Un Américain et deux Espagnols ont été encornés lundi 11 juillet durant l'un des célèbres lâchers de taureaux des fêtes de la San Fermin à Pampelune (nord de l'Espagne) qui font chaque année des dizaines de blessés. Durant ces festivités, des centaines de coureurs téméraires, portant une chemise ou un t-shirt blanc et un foulard rouge, tentent chaque matin à 08H00 (06H00 GMT) de s'approcher le plus près possible de six taureaux de combat lors d'une course de 850 mètres dans les étroites rues pavées de la ville.

UKRAINE :

Le bilan de la frappe sur un immeuble dimanche passe à 26 morts

Le bilan de la frappe russe ayant touché dimanche un immeuble d'habitation à Tchassiv Iar, dans l'est de l'Ukraine, est monté lundi 11 juillet à 26 morts, ont annoncé les secours ukrainiens. «Au total, 26 personnes ont été retrouvées et extraites des décombres depuis le début des travaux, et neuf personnes ont été secourues», a indiqué sur Facebook la branche locale du Service ukrainien des situations d'urgence.

CAF Awards 2022:

Riyad Mahrez dans la liste restreinte des nominés

L'international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, figure sur la liste finale de nominés pour les catégories masculines des CAF Awards 2022, dévoilé ce lundi par la Confédération africaine de football. Outre le capitaine algérien et ancien vainqueur de la catégorie Joueur Africain de l'année, la liste comprend également le joueur africain de l'année 2019, Sadio Mane (Sénégal/Bayern Munich) et Mohamed Salah (Egypte et Liverpool), entre autres.

COVID :

Macao entame un premier confinement d'une semaine

Macao a entamé lundi 11 juillet son premier confinement depuis le début de la pandémie, afin d'endiguer sa pire vague de coronavirus, provoquant la plongée des cours de Bourses des opérateurs de casino de la ville chinois. Le gouvernement a annoncé une semaine de confinement à partir de lundi après avoir enregistré plus de 1500 infections ses trois dernières semaines malgré plusieurs campagnes de dépistage massif obligatoire dans cette ville de 650.000 habitants.

ASSASSINAT DE SHINZO ABE :

La mère du suspect est membre de la secte Moon

La mère du suspect aurait fait de nombreux dons à la secte, plaçant la famille en grande difficulté financière. L'assassinat a bouleversé le Japon et au-delà. Depuis le meurtre de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe le 8 juillet dernier, l'enquête avance et on en sait davantage sur le suspect. La mère de ce dernier est membre de l'Eglise de l'Unification, a confirmé l'organisation lundi, également connue sous le nom de «secte Moon», et dont l'assailant avait dit vouloir se venger en visant l'ancien Premier ministre japonais. Tet-suya Yamagami, 41 ans, «en voulait à une certaine organisation» et avait décidé de tuer M. Abe parce qu'il pensait que l'ancien chef du gouvernement avait un lien avec celle-ci, avait déclaré vendredi la police japonaise.

LE PRESIDENT DU SRI LANKA REFUGIE PRES DE L'AEROPORT: L'hypothèse d'une fuite à l'étranger envisagée

Gotabaya Rajapaksa a trouvé refuge dans des installations près de l'aéroport. Un lieu qui alimente l'hypothèse d'une fuite à l'étranger alors que le palais présidentiel a été assiégé par les manifestants. Le président srilankais a été transféré lundi 11 juillet dans une base aérienne proche de l'aéroport international, ont annoncé des responsables, alimentant l'hypothèse d'une fuite vers l'étranger. Ayant fui samedi le palais présidentiel assiégé par les manifestants, Gotabaya Rajapaksa a trouvé refuge dans des installations de la marine avant d'être emmené à la base aérienne de Katunayake, qui se trouve dans le même périmètre que le principal aéroport du pays, Bandaranaike, a confié un haut responsable de la Défense à l'AFP.